

rouge

DOSSIER
INDOCHINE

hebdomadaire d'action communiste

néogravure,
SNCF,
PTT...

*c'est
le moment!*



LES TRAVAILLEURS NE FERONT PAS LES FRAIS DE LA CRISE !

Il y a peu, la France était, selon Giscard, un îlot de prospérité dans un monde en crise... Mais la réalité plus brutale s'impose avec 530.000 chômeurs officiels en septembre (750.000 chômeurs réels, 1.000.000 pour janvier), une inflation qui atteindra à la fin de l'année 18 % malgré les 4 mois d'opérations « 5 %-Fourcade », un déficit commercial de 30 à 40 milliards et un ralentissement de l'expansion. La France est bien entrée dans la crise internationale, crise la plus longue et la plus sérieuse depuis la dernière guerre, crise qui frappe de récession et de sur-inflation la plupart des pays capitalistes avancés.

Alors patrons et pouvoir changent de ton : il faudrait à présent que tous (les travailleurs !) se serrent civiquement la ceinture pour épargner à la « belle économie nationale » (de nos patrons) les conséquences dramatiques de cette crise.

S'ENGAGER DANS LA DEFENSE D'UN PLAN DE LUTTE

Pour les patrons et leur pouvoir, il faut ramener l'inflation à un rythme acceptable pour les impératifs du marché extérieur, il s'agit de traverser la crise en évitant des affrontements sociaux majeurs et surtout réussir au travers de cette crise à redéployer et sur-concentrer l'appareil de production autour des nouveaux secteurs de profits.

L'instrument essentiel de ce projet est d'une cynique simplicité : laisser se développer un très large volant de chômage résultat de la fermeture d'une masse d'entreprises condamnées et des économies de main d'œuvre dans les secteurs en activité. Le chantage au chômage aidera les chefs d'entreprise à faire taire les exigences salariales et favorisera la mobilité des travailleurs nécessaire pour le redéploiement de l'économie.

Pour amortir cette thérapeutique brutale, les patrons ont voulu acheter le « droit au licenciement » avec le fameux « contrat de chômage ». Il ne touchera d'ailleurs que 30 % des sans emplois réels et donne à ces « privilégiés » aucune garantie d'emploi et de qualification à l'issue de l'année de chômage payée.

La seule façon de ne pas supporter une fois de plus les tristes résultats de ce système d'exploitation permanente et de crises périodiques, c'est de s'engager résolument dans la défense d'un plan de lutte refusant toute concession sur les salaires, les conditions de travail et l'emploi.

1) Nos salaires ne doivent pas faire les frais de l'inflation et de la lutte anti-inflationniste du pouvoir :

Nous avançons trois exigences inséparables :

- 200 F pour tous
- pas de salaire en-dessous de 1700 F

— échelle mobile sur indice des organisations ouvrières, contrôlé mensuellement.

2) Contre le développement et la peur du chômage, la défense d'un emploi pour tous les travailleurs doit devenir une préoccupation essentielle de tout le mouvement ouvrier :

— plus que jamais avec les Lips en passe d'imposer la réintégration de tous leurs camarades dans l'entreprise, avec les travailleurs du France, de Titan-Coder, de Néogravure, d'Idéal Standard, ne tolérons pas un seul licenciement !

— dans toutes les entreprises, surveillons les projets patronaux de fermeture ou d'épuration !

— il y a du travail pour tous, pourvu que cessent les horaires et les cadences intenable. Il y a 750.000 chômeurs, alors :

**Augmentez nos effectifs !
La semaine de 35 heures sans réduction de salaires !**

3) Contre le racisme, la diversion, la division, travailleurs français-immigrés, mêmes droits, même combat

En décrétant depuis juillet la suspension de l'immigration comme en promulguant les mesures de Dijoud, le gouvernement renforce la politique de contrôle de l'immigration dont la circulaire Fontanet-Marcellin avait marqué une nouvelle étape. Par ses dernières mesures, le gouvernement confirme :

— la tentative d'intégration et de stabilisation d'une partie minime de l'immigration à laquelle on accorderait quelques miettes ;

— la rotation accélérée de la majeure partie des travailleurs immigrés, rotation permettant de faire jouer plus facilement à l'immigration le rôle de coussin-amortisseur, d'armée de réserve en cas d'accroissement du chômage.

En conséquence, à l'heure où les problèmes du chômage et du coût de la vie vont s'accroissant, les mesures accentuant les divisions objectives et subjectives entre travailleurs français et immigrés favorisent aussi le développement du racisme. Nous nous battons contre les atteintes à l'unité de la classe ouvrière et pour le renforcement de cette dernière :

— Pour l'abolition de la circulaire Fontanet-Marcellin, pour l'annulation du décret de suspension de l'immigration, **Contre tout contrôle et contre tout statut spécial de l'immigration.** Pour l'ouverture immédiate des frontières, pour les mêmes droits politiques, syndicaux à tous ceux qui travaillent sur le territoire.

— Pour le soutien actif et la participation aux luttes des organisations autonomes de travailleurs immigrés !

— Pour la lutte pour l'intégration des travailleurs immigrés dans les organisations du mouvement ouvrier (syndicats...).

LES POSTIERS ONT OUVERT LA VOIE

Il y a un mois, les postiers du centre de Paris-Brune avaient donné l'exemple : le déclenchement d'une grève reconductible avait obligé l'administration à revenir à toute vitesse à une nouvelle formule d'exploitation (elle craignait déjà l'extension...). Huit jours plus tard, ceux de PLM répondaient à l'intransigeance et à l'arrogance de leur directeur de centre par la grève illimitée. C'était le signal. Le passif est maintenant trop lourd dans les PTT :

comme dans toute la Fonction Publique et tout particulièrement dans la Santé et la SNCF, les salaires se traînent lamentablement loin derrière ceux du privé, et surtout loin derrière la galopade des prix : les jeunes facteurs commencent à 1300 F à Paris.

La sécurité de l'emploi est un mythe pour 100.000 auxiliaires embauchés sans garantie. Alors que le trafic augmente, les effectifs sont limités au nom de la rentabilisation et les cadences s'accroissent au nom de la rationalisation.

Le gouvernement s'arrange d'autant mieux de ces conditions lamentables de travail qu'il rêve de livrer de larges secteurs de ce service public à des trusts du privé (Télécoms à ITT Thomson !).

Plus de 30 journées d'action depuis 71 n'avaient rien donné. Il fallait y aller, y aller pour de bon et tous ensemble. C'est fait. Les postiers sont en grève générale illimitée sur tous les centres de tri, les bureaux de postes, les centres de chèques, à Paris comme en province.

C'est la première riposte déterminée de tout un secteur professionnel à la politique de crise mise en place par Fourcade, Giscard et Poniatsky. Le résultat de cette grève pèsera lourd pour tous les travailleurs : une victoire renforcera l'offensive ouvrière et une défaite encouragerait l'intransigeance patronale.

Le pouvoir l'a bien senti : bien décidé à donner dans la Fonction Publique l'exemple du blocage des salaires, bien déterminé à faire respecter le contrat salarial, il a commencé par faire donner le sous-ministre Lelong pour les insultes provocatrices et surtout les flics du prince Ponia contre les centres où la lutte prenait les formes les plus fermes et les plus actives (Rouen, Caen...).

A présent, il va tenter d'user cette lutte, faisant traîner les négociations et tentant de noyer les revendications des postiers dans une négociation générale sur un plan à très long terme de titularisation des auxiliaires dans la Fonction Publique.

Pour résister et vaincre, la grève des PTT va devoir mettre en avant des formes supérieures d'organisation et de lutte :

— dans de nombreux centres, la plate-forme avec les 1700 F, les 200 F, le paiement des jours de grève, la titularisation des auxiliaires a été massivement votée comme base de négociation ;

— plus que jamais la consolidation et le renforcement de la grève passent par le progrès de la démocratie ouvrière : c'est dans les commissions et les assemblées générales que la grande majorité des grévistes participera activement à la discussion sur les revendications, la menée et les résultats des négociations, à l'organisation de l'action ;

— comme l'affirmaient les dirigeants de la CGT en 1953, c'est l'élection des comités de grève représentatifs de tous les secteurs des grévistes qui stimule la participation des travailleurs et est la garantie que telle ou telle direction syndicale ne rompra pas avec les exigences de la majorité des grévistes ;

— les patrons et leur pouvoir avaient préparé et mettent en œuvre tout un plan de passage de la grève par le biais des chambres de commerce et des centres de tri militaires.

Les postiers vont devoir envisager la



neutralisation de ce mécanisme qui vise à briser leur grève :

— par l'occupation généralisée des centres

— pour éviter la récupération du courrier, l'utilisation d'une partie des services par les forces militaires ou des jaunes, l'effilochage d'une grève longue et dure et permettre toute une série d'initiatives spectaculaires en direction des travailleurs usagers (organisation du paiement des retraites, etc.) ;

— par l'intervention avec les autres travailleurs solidaires contre les centres de tri jaunes (Chambres de commerce...). Les dernières luttes de soldats montrent qu'ils ne se laisseront pas facilement utiliser contre la grève des postiers. Nous saluons les premières initiatives de solidarité des soldats et les interventions du Comité de Défense des Appelés. Ce sont toutes les organisations ouvrières qui doivent appeler les soldats à refuser le sale boulot de briseurs de grève que le pouvoir veut leur faire jouer et s'engager à appuyer leurs mouvements.

POUR TOUTE LA FONCTION PUBLIQUE C'EST LE MOMENT

La situation et les revendications des postiers sont celles de tous les travailleurs de la Fonction Publique. Des luttes sectorielles les ont déjà posées à la rentrée chez les enseignants, dans la santé et chez les cheminots.

Pour tous les travailleurs de la Fonction publique, le moment est venu pour la satisfaction de leurs revendications et la victoire décisive des PTT, le moment est venu d'entrer en lutte ensemble et jusqu'à satisfaction des revendications. C'est à une grève générale de la Fonction publique que doivent appeler toutes les organisations syndicales.

L'INFLATION LE BLOCAGE DES SALAIRES ET LE CHOMAGE MENACENT TOUS LES TRAVAILLEURS

Face au plan de crise des patrons, à leur politique de chômage et de

LES GREVES ET LA POLITIQUE



freinage des salaires, les directions syndicales n'ont d'abord opposé qu'une offensive de demande de négociations puis un calendrier d'initiatives sectorielles pouvant déboucher sur une opération nationale inter-professionnelle et susceptibles d'exprimer le mécontentement populaire et de le canaliser vers d'éventuelles échéances électorales. Mais les postiers ont transformé les premières étapes de ce calendrier en réelles ripostes de masse, en donnant le signal de la mobilisation dans toute une série d'autres secteurs.

Dans cette situation, les directions syndicales et en particulier celle de la CGT ont jusqu'ici choisi de chevaucher les mouvements, de se placer à leur tête et y compris d'en prendre l'initiative pour mieux en conserver le contrôle et ne pas se couper des travailleurs combattifs. C'est ce qui s'est produit dans la grève des PTT.

Leur perspective est de tronçonner et d'étaler dans le temps les mouvements des différents secteurs pour les canaliser vers une journée nationale de grève.

ET QUE CE GOUVERNEMENT DE CHOMAGE ET DE VIE CHERE PRENNE GARDE !

Plus que jamais les travailleurs vont devoir se retrouver au coude à coude pour opposer au front des patrons et du pouvoir le front des travailleurs solidaires.

A l'intransigeance du gouvernement et des patrons, ils devront opposer le développement et la coordination des luttes. Il ne s'agit de céder, ni au chantage à la crise, ni au chantage à l'avenir.

Nous savons que nos revendications et nos victoires seront toujours remises en cause par ce gouvernement et le système qu'il défend. Mais nous savons aussi qu'il est possible de le remplacer par un gouvernement des organisations ouvrières répondant aux exigences des travailleurs mobilisés.

Ecoutez les hurler, ces libéraux, ces hommes de progrès qui sont au gouvernement : que les travailleurs débrayent, et les voilà plus écumants que Messmer et Marcellin réunis ! Chinaud, le secrétaire général des Républicains indépendants qualifie le mouvement gréviste d'«action démoniaque». Leur groupe parlementaire dénonce «l'utilisation in-considérée de la grève» et demande au gouvernement de prendre des mesures pour refaire fonctionner les services publics, et pour assurer la «liberté du travail».

Cinq mois. Il n'aura fallu que cinq mois pour que l'assurance de ces technocrates prétentieux fasse place à la haine de classe la plus vulgaire et la plus incontrôlée.

Les postiers ont donné le coup d'envoi. Les cheminots sont entrés en lutte. Dans les hôpitaux, les ministères, les banques les travailleurs se mobilisent. A l'heure où nous écrivons il est question d'une possible grève de l'ensemble de la fonction publique, où les travailleurs retrouvent les mêmes salaires dérisoires, les mêmes insuffisances d'effectifs. Dans le privé les luttes dures pour la défense de l'emploi se prolongent en particulier à Néogravure.

Devant cette multiplication des luttes, le gouvernement n'a rien trouvé de mieux que d'agiter les épouvantails les plus poussiéreux : si vous faites grève, vous allez désorganiser l'économie et disloquer la nation....

Attention ce sont des «grèves politiques». Après Poniatowski qui dénonçait il y a 15 jours le PC comme un parti «fascisant», c'est Chirac qui reprend le flambeau de l'anticommunisme. Quant au servile Bergeron, il imite son maître en retrouvant les accents de guerre froide qui marquèrent sa jeunesse, quand il dénonçait les «grèves Molotov» manipulées de Moscou.

C'est une myopie traditionnelle chez les réactionnaires : les mouvements sociaux n'ont jamais de causes profondes dans la masse de ceux qui y participent. Ils sont toujours le fait d'«agents extérieurs»....

Mais cette fois l'artifice est vraiment trop éculé : non seulement le PS ou la CFDT l'ont dénoncé, mais même les journalistes les plus modérés ont trouvé que le procédé manquait d'élégance, et d'efficacité....

Cette minable polémique d'un gouvernement en difficulté aura au moins un mérite : celui de relancer aux yeux de millions de travailleurs le débat sur le «troisième tour social». Quels liens peut-il exister entre changement politique et mobilisation des masses ?

A cette question, Mitterand a répondu en réitérant les garanties données à la bourgeoisie par un petit amendement lors des Assises pour le socialisme. Il est cette fois encore plus explicite : «si le mot «politique» veut dire que les syndicats se comportent comme les agents des partis politiques de gauche, pour prendre une revanche sur les élections présidentielles, pour pousser au pire, pour provoquer une accélération de la crise, pour provoquer de nouvelles élections, pour contraindre les français dans la détresse et le malheur à renvoyer ceux qui les dirigent, je dis que cela n'est pas vrai. Jamais le parti socialiste ne serait complice d'une telle action qui n'est pas dans l'esprit des responsables syndicaux.»

Et Séguy le confirme dans sa lettre ouverte à Giscard : «si nous tenions avant tout à renverser le gouvernement, nous ne vous proposerions pas avec tant d'insistance de venir vous asseoir à la table des négociations Maire approuve et le fait savoir .

Ce mur de béton reconstruit entre les luttes ouvrières et leur débouché politique indique les limites que les réformistes veulent tracer aux mobilisations même les plus importantes : ils sont d'accord pour chevaucher les mobilisations actuelles, voire même pour les impulser. Mais la lutte est délibérément re-ven-di-ca-ti-ve. Tout au plus peut-elle jouer un rôle de pression sur le Parlement. Si les patrons et le gouvernement demeurent intransigeants, c'est qu'il faudra attendre les prochaines élections et la victoire du programme commun.

Mais cette coupure artificielle introduite par les réformistes entre action syndicale (revendicative) et action politique (électorale) n'est pas fatale. Elle ne correspond même pas à ce que ressentent des travailleurs de plus en plus nombreux chez qui le ras-le-bol des bas salaires, des menaces sur l'emploi, des conditions de travail, grandit en même temps que le ras-le-bol de Giscard et sa clique.

Oui, les luttes qui s'engagent se mènent sur des revendications précises, et la tâche aujourd'hui c'est de les unifier sur une plate forme capable de mobiliser l'ensemble des travailleurs : en reprenant les 1700F., les 200F., l'augmentation des effectifs défendue aux PTT, et en y ajoutant l'échelle mobile et les 35H. De les coordonner en commençant par les différents secteurs de la Fonction Publique. Mais il faut aussi d'ores et déjà avertir le gouvernement en place. «Nous ne céderons rien sur l'essentiel!», a dit Chirac. Qu'il sache que s'il ne cède pas les travailleurs pourraient bien s'inspirer de l'exemple des mineurs anglais, dont la grève a fait tomber le gouvernement conservateur. Il est possible sans attendre les élections d'imposer par la lutte un gouvernement des organisations ouvrières.

Le 6 Nov.F.L.



le pouvoir voudrait ne rien céder : DURCISSEMENT DE LA GREVE !

Paris 5 novembre, 17 H. Les cortèges de postiers confluent vers le cirque d'hiver. La plupart a traversé Paris en manifestation. Le cortège qui se dirige vers la Bastille est le plus massif et le plus combattif qui ait été réalisé à ce jour.

Paris 5 novembre, un peu plus tard. Le pouvoir par la voix de Lalong annonce que les propositions qu'il a faites sont un maximum, qu'il n'octroiera rien de plus.

A quelques minutes d'intervalle, on voit clairement ce qu'est la situation. La combativité est extraordinaire, le pouvoir se cabre et joue au petit jeu des ultimatum. Ses propositions ne sont qu'un catalogue de broutilles. Mais la grève s'étend à la SNCF : cela renforce le rapport de force.

La riposte est évidente, il faut durcir la grève !

Le pouvoir cherche des appuis

Et il en a déjà trouvé auprès de la fédération FO. Après avoir en juillet signé la convention salariale, FO a le

culot de trouver intéressantes les propositions-bidons du gouvernement. Toujours à l'arrière-garde, la fédération FO qui a rejoint la grève après qu'elle se soit développée, tente maintenant de tirer en arrière les grévistes. L'attitude de la fédé FO a été dénoncée par de nombreuses motions de grévistes, votées en assemblées générales ; le contrôle des négociations (de leur déroulement et de la plate-forme négociée) est une exigence immédiate rendue concrète pour tous par l'attitude de FO : il devient un élément du rapport de forces.

Le gouvernement et le patronat tentent de briser la grève...

Un tri parallèle est organisé par l'armée dans plusieurs casernes (notamment à Reuilly) des régiments ont envoyé des appelés à Vincennes et dans la région parisienne (21° RIMA, 23° RIMA, 21° RIMA, etc.). Malgré la répression militaire, des appelés manifestent leur solidarité (sabotage du travail, soutien aux grévistes).

Contre l'armée briseuse de

grève : bidasses, postiers solidarité !

Il est possible aujourd'hui aux grévistes d'encourager les soldats qui bravent la répression en adoptant des motions de fraternisation et en les publiant.

Un tri parallèle est aussi organisé par les Chambres de commerce ; il fait partie du plan d'urgence mis en place par la bourgeoisie après 1968. Lui aussi, il est possible de le mettre en échec : les postiers du Mans ont montré ce qu'on pouvait faire.

Une offensive anti-ouvrière est engagée

Sous couvert de « grève politique » le pouvoir tente, avec l'appui servile de la presse réactionnaire, de monter les usagers contre les revendications et la lutte des postiers. Son objectif est évident, il veut assimiler la grève à une manœuvre du PCF. 200.000 postiers font grève pour leurs revendications :

- ils luttent contre la politique de rentabilisation du pouvoir
- ils luttent contre la politique salariale du pouvoir
- ils luttent contre sa politique anti-ouvrière

En ouvrant la première grande brèche dans le plan anti-ouvrier du gouvernement, en engageant une lutte déterminée et offensive : ils sont un exemple politique pour tous les travailleurs.

L'extension est à l'ordre du jour !

Elle a commencé à la SNCF par un développement national de la grève. Les postiers ont un rôle important à jouer dans cette extension. Les liens avec les cheminots se font naturellement sur les bureaux-gares. En cas d'occupation la solidarité active des cheminots est essentielle. Au niveau des structures interprofessionnelles locales, des initiatives sont prises, avec les postiers.

La plate-forme votée nationalement au début de la grève par les postiers, est valable pour toute la fonction publique ; sur cette plate-forme il est possible de mobiliser de nombreux travailleurs. L'explication des revendications et leur popularisation, par les postiers eux-mêmes, confortent les travailleurs dans leur solidarité active avec les PTT.

Des galas de solidarité commencent à être organisés (à Paris et à Rouen notamment) ; ils peuvent être le début d'une mobilisation, avec les postiers de beaucoup de travailleurs.

L'occupation est plus que jamais à l'ordre du jour

Que permet-elle ?

- une meilleure cohésion entre les grévistes
- une opposition efficace à toute volonté du pouvoir de faire trier l'armée dans les centres même

LES FLICS AU MINISTÈRE

Au Ministère des PTT l'administration, c'est-à-dire Lalong soi-même, refuse que le personnel se réunisse dans une salle du ministère. Depuis le début de la grève, vu le rapport de forces favorable, les grévistes tiennent chaque matin une assemblée générale dans le grand hall du Ministère. Lundi Lalong la Gaffe, par l'intermédiaire de son cabinet politique, a exigé que les grévistes quittent le ministère. Pour cela, il a fait rentrer les flics avec l'ordre écrit de nous expulser. Les grévistes ont réagi immédiatement en s'asseyant par terre et la réunion s'est poursuivie !

Mardi, nouvelle escalade : les cartes de l'administration centrale des non-grévistes étant tamponnées la veille, ils filtraient les rentrées des employés en présence de la police et des gardes mobiles armés. En empêchant les grévistes d'entrer, ils empêchaient aussi les employés absents le lundi de rentrer. Devant l'attitude de l'administration et refusant de travailler sous la menace de la police des non-grévistes ont rejoint la lutte !

Alors les travailleurs se groupèrent devant la porte et Lalong vu leur détermination, fut obligée d'abdiquer en promettant la liberté de réunion dans la cour du ministère et le retrait des flics.

TRI PARALLELE ... UNE ACTION EXEMPLAIRE AU MANS

Pour briser la grève, les Chambres de Commerce ont mis en place des centres de tri et de distribution pour acheminer le courrier d'entreprise. Des sociétés de distribution en profitent pour « faire leur beurre ». En fait, il s'agit d'un coup d'épée

PTT PTT PTT PTT PTT PTT

dans l'eau : on ne remplace pas du jour au lendemain la « deuxième entreprise » d'Europe que sont les PTT. Pourtant, les travailleurs du Mans ne les ont pas laissé faire sans riposter pour montrer à ceux qui l'aurait oublié qu'on ne joue pas impunément avec les briseurs de grève.

Le centre de tri du Mans gare, la recette principale sont en grève à 100%. Depuis lundi 21 au soir pour le tri, depuis le jeudi 24 au matin pour la recette principale. Aucun courrier ne part, aucun courrier n'arrive. C'est gênant pour les grosses boîtes bourgeoises qui utilisent largement les PTT pour leur profit.

UNE PROVOCATION POUR LES POSTIERS

Afin de créer un service de distribution parallèle, les patrons locaux, avec la complicité de l'administration des PTT organisent un centre de tri à la Chambre de Commerce. A grand renfort d'encarts dans les journaux réactionnaires locaux (Ouest France, Le Maine Libre), l'invitation est faite aux boîtes locales afin qu'elles viennent apporter et retirer leur courrier.

LA RIPOSTE

C'est là une véritable provocation pour les postiers. Nous ne pouvons accepter décemment que s'organise sur le dos de notre lutte, un service de distribution por-

tant atteinte, d'une part au monopole des PTT, et surtout à notre grève. Rapidement, l'idée de la nécessité d'une action exemplaire a circulé chez les grévistes.

En assemblée générale, mercredi après-midi, un des responsables syndicaux a proposé une manifestation vers la Chambre de Commerce.

Et c'est 400 travailleurs sur le mot d'ordre de « La poste aux postiers » qui se dirigèrent vers le centre de tri parallèle et se massèrent devant la Chambre de Commerce. En même temps, 20 camarades pénétraient à l'intérieur et démantelaient les casiers de tri trop généreusement prêtés par l'administration des PTT. Ils s'emparaient également du timbre d'oblitération officiel (PTT) qui sera restitué plus tard au directeur des PTT.

Par leur organisation et leur détermination les travailleurs de la poste ont déjoué les manœuvres des patrons et de l'administration.

A LYON, LES TRAVAILLEURS ANTILLAIS SE BATTENT AUSSI POUR QUE SOIENT PRISES EN CHARGE LEURS REVENDICATIONS SPECIFIQUES

A l'occasion de la grève des PTT, 1500 travailleurs de la région lyonnaise se sont

réunis en assemblée générale pour adopter la plate-forme présentée par les organisations syndicales. La vote rallie la totalité des suffrages. Une exception toutefois : un postier antillais qui est, de suite, invité à exposer son point de vue à la tribune. Assurant l'assistance de son comité accord sur l'intégralité des points contenus dans la plate-forme syndicale, celui-ci fait néanmoins observer qu'il y a dans la salle beaucoup d'Antillais et que leurs revendications spécifiques sont oubliées. Il explique qu'à son avis ces revendications spécifiques sont correctement définies dans un numéro de *Doubout* (feuille d'intervention de la section Emigration du Groupe Révolution socialiste en direction des entreprises) qu'il entreprend de présenter à l'Assemblée. Il est clair que la totalité des travailleurs présents a ressenti la nécessité d'intégrer dans sa plate-forme les revendications particulières de leurs camarades antillais puisque ces propositions ont été votées à l'unanimité. C'est assurément une bonne chose.

Les travailleurs français et antillais ont ouvert la voie. Les émigrés antillais peuvent et doivent imposer que leurs problèmes soient pris en compte par l'ensemble des travailleurs. Ils doivent rejoindre les travailleurs en lutte. C'est là le plus sûr garant d'un aboutissement de leurs revendications spécifiques.



LA LUTTE VERS LA GREVE NATIONALE !



— une popularisation qui peut prendre des formes plus efficaces : journées portes ouvertes sur les centres, galas de solidarité dans les centres eux-mêmes, etc.

— sur les bureaux-gares des liens encore meilleurs avec les cheminots.

— la présence permanente des grévistes est un atout supplémentaire contre les manœuvres comme celles de FO lors des négociations, car celles-ci peuvent être suivies et discutées heure par heure.

— la coordination de l'occupation sur tous les centres permet enfin de renforcer l'unité de la lutte à l'échelle régionale et nationale.

Vain ultimatum

Dès le début de leur lutte, les postiers ont compris son importance et le niveau d'intransigeance du pouvoir. Dès le début, ils se sont résolument engagés dans une grève déterminée sur une plate-forme claire et mobilisatrice. Dès les premières manifestations, ils ont apprécié à sa juste valeur le représentant du gouvernement.

La dernière déclaration de Lelong est éloquent. Son ultimatum est l'expression limpide de la situation du pouvoir : en proie à une crise qui monte. Il ne sait répondre autrement que, comme ses prédécesseurs, par l'agressivité anti-ouvrière et l'intransigeance.

Vain chantage qui n'impressionne personne parmi les grévistes. L'intransigeance des postiers fera plier celle de Lelong !

Depuis le début de la grève des postiers, chez les cheminots « ça bougeait ». Toute la semaine dernière, sur la région de Toulouse ou la région de Rouen-Dreux, les discussions avaient porté sur les revendications et la grève reconductible. A Villeneuve, dès jeudi des militants cherchaient les responsables syndicaux pour discuter de l'action à entreprendre... Les luttes des derniers mois — les grèves de juillet des contrôleurs du Sud-Est, la grève de l'exploitation à Villeneuve, les luttes des agents de train sur Invalides-Montparnasse montraient la combativité ascendante.

4 % AU LIEU DE 1 % : LE CONTRAT S'APPLIQUE LES SALAIRES SE TRAINENT

Pour désamorcer la combativité, la direction SNCF a fait jouer la clause de sauvegarde au 1er novembre. Ainsi, d'ici la fin janvier, plus rien comme augmentation ! Mais la hausse des prix va continuer pour des travailleurs qui ont les plus bas salaires du secteur public et nationalisé. Si les salaires étaient augmentés non pas de 4 % mais de 7 %, il resterait encore 5000 cheminots gagnant moins de 1500 F net. C'est pourquoi la revendication des postiers : salaire minimum de 1700 F, 200 F pour tous a servi de catalyseur à la combativité. Mais c'est surtout l'exemple d'une lutte massive, tous ensemble qui a déterminé les cheminots à

la lutte. Pourtant, aucun mot d'ordre national n'a été avancé par la CGT et la CFDT. C'est par région que la grève est avancée : pour les cheminots, ces grèves de 48 heures reconductibles doivent être coordonnées pour aller en quelques jours vers la grève nationale reconductible, toutes régions, tous services.

UNE REVENDICATION UNIFIANTE 40 H EN 5 / 8 AVEC 2 REPOS ACCOLES 104 REPOS ANNUELS

Le principe des 40 H acquis en juillet 74 n'est pas appliqué : jours de congé refusés, horaires et roulements de travail modifiés constamment, absence d'effectifs à disposition sont les conséquences de 6 ans de compression des effectifs au rythme de 5 000 par an. Les conditions de travail détériorées ont amené une recrudescence des accidents... soigneusement cachée par la direction. Le nombre des jours d'arrêt pour maladie nerveuse devient considérable chez les conducteurs alors que se généralise la conduite à agent seul.

Un seuil est atteint : les cheminots rejoignent ceux des tris, des télécoms sur des revendications proches : salaires, effectifs, conditions de travail.

STRUCTURER LA LUTTE S'ORGANISER

Le problème décisif, c'est la coordination des centres entre eux : ne pas

rester isolés, structurer la lutte. Déjà, dans de nombreuses luttes locales, les cheminots ont chiffré les effectifs nécessaires, discuté et établi sur leurs calculs les roulements de travail impliquant les 104 repos. Il faut coordonner la lutte : tenir une liaison par les télex, les téléphones, connaître les discussions des assemblées de grévistes, les décisions prises. Déjà, dans certains centres, on étudie le gel total des triages, le blocage des trains marchandises du régime accéléré, etc. Pour vaincre, les cheminots s'organisent : la grève reconductible doit déjà être généralisée. Tous ensemble pour les revendications !

Y. JAMARD

DERNIERE MINUTE

La plate-forme revendicative des cheminots de Dreux, CGT-CFDT : 1700 F mini net par mois avec 300 F pour tous, échelle mobile des salaires avec les indices des syndicats, suppression des abattements de zone, les 40 heures en 5 / 8 avec 2 repos accolés et 104 repos annuels, le recrutement d'effectifs suffisants pour permettre la réduction rapide de l'horaire à 35 heures. Titularisation des auxiliaires et contractuels, des commissions de travail constituées de 2 délégués élus par services organisent des piquets de grève, la liaison avec les usagers et préparent l'occupation décidée de la gare. Un gala de solidarité CGT-CFDT-FEN pour les PTT en lutte a été décidé également.



Les camarades qui viennent de province pour participer aux réunions de tendances doivent apporter avec eux

l'argent de Rouge, de la souscription, et de toutes autres dettes.

EDUCATEURS DE MONTPELLIER EN GREVE

Les éducateurs en formation surveillée de Montpellier sont en grève illimitée depuis le 16 octobre. Pourquoi ?

Pour répondre aux coups que l'Etat et les patrons portent aux travailleurs sociaux en formation : par l'intermédiaire d'un nouveau contrat des syndicats employeurs, le pouvoir a la main-mise sur le marché de l'emploi et tente de réduire dans l'immédiat les allocations de formation. A ces manœuvres nous opposons les mots d'ordre :

— Allocation immédiate pour tous

— Liberté du choix du lieu de travail

— Ouverture immédiate des négociations sur le statut du travailleur social en formation.

La lutte contre les syndicats employeurs et l'Etat-patron, le combat de tous les travailleurs en formation est le même que celui de tous les travailleurs en lutte contre le système capitaliste.

Devant la crise actuelle, au côté de tous les travailleurs seul le combat paiera.

Comité d'action CFDT
Comité de Soutien (PS, PSU, FCR, LO, UL-CFDT, CRM, Syndicat Santé départemental CFDT)

INSTITUT PASTEUR : TRAVAILLEURS CONTRE LES MENACES SUR L'EMPLOI DU PLAN MONOD

Mardi 29, à l'appel de l'inter-syndicale, les travailleurs de Pasteur ont procédé à « l'enterrement » de l'Institut, Action de riposte au plan de « réorganisation » du P^r Monod directeur, qui, sous couvert de meilleure efficacité participe en réalité à la politique de rentabilisation de la recherche. La vente des terrains de Paris à la Ville pour installer un nouveau centre ultra moderne à Garches, non seulement aggrave les conditions de travail en y ajoutant 2 ou 3 H quotidiennes de transport mais permet une jolie opération de licenciements. Actuellement avec chaque chercheur travaillent en moyenne 2,2 à 2,5 personnes. La modernisation, la centralisation, permises par Garches, doivent faire descendre ce chiffre à 0,5, c'est-à-dire éliminer 4 travailleurs sur 5 ! Et Monod présente ça Comme un plan de sauvegarde !

Nul doute que les travailleurs de Pasteur n'avalent pas la pilule. La mobilisation de mardi est le commencement de la bataille. Le 31 octobre



FOTOLIB

La liquidation de Néogravure

le moment de dire: stop!

Comme il fallait s'y attendre, le tribunal de Commerce de Paris a ordonné la mise en liquidation des usines parisiennes du trust Néogravure, le 31 octobre: Créte à Corbeil, Chaix à St Ouen, Desfossées à Issy-les-Moulineaux. Parallèlement la filiale lilloise du trust, la NEA, était soumise au règlement judiciaire. Restent à trancher les cas d'Oberthur à Rennes et celui de Braun à Mulhouse.

Pendant les deux mois à venir, les syndicats sont censés rechercher des acheteurs et permettre aux clients de trouver de nouveaux imprimeurs.

Cette fois, c'est le gros morceau, les patrons s'attaquent au « Renault » du Livre, ceci après la série de fermetures de ces dernières années, après les milliers de licenciements. A travers l'attaque contre la Néogravure apparaît clairement le projet patronal: restructurer globalement la profession par une remise en cause globale des « privilèges exorbitants » des travailleurs du Livre en matière de salaires et de conditions de travail.

C'est pourquoi la bataille qui s'engage est décisive. L'attaque est frontale. La perspective des reclassements comme position de repli que j'ai toujours miroiter la FTL pour justifier les fermetures est aujourd'hui de plus en plus illusoire.

Les travailleurs de Néogravure sont conscients de l'enjeu de cette bataille, c'est pourquoi ils avaient voté massivement le principe de l'occupation avant la décision du tribunal. C'est donc aussi massivement qu'ils ont occupé les lieux de travail, le 1er novembre, malgré le week-end vrolongé, peu propice à la mobilisation.

LE PLAN D'ORNANO

D'Ornano, ministre de l'industrie, a fait savoir que l'Etat était favorable à la création d'une nouvelle entreprise qui reprendrait les activités de la Néogravure. L'opération devrait se dérouler en deux temps:

— Le premier objectif est d'« assainir » la situation. On sait ce qui se cache derrière ce langage de technocrate. La mission des syndicats est claire, il s'agit de faire le ménage: rentabilisation, compression de personnel, fermetures d'entreprises (probablement Chaix et Desfossées). C'est ce que confirmait d'ailleurs le Comité Central d'Entreprise à la suite d'une réunion avec les syndicats: « Le délai de deux mois accordé pour St Ouen n'avait d'autre but que de licencier progressivement les travailleurs ».

— Le second objectif est la création d'une entreprise qui assurerait avec l'aide de l'Etat « la reprise des actifs et la continuation des activités ». L'affaire était devenue rentable, l'Etat est prêt à seconder les patrons: « Les pouvoirs publics seraient prêts à apporter leur appui à une « équipe d'imprimeurs » susceptibles de reprendre tout ou partie des activités de la Néogravure » (Le Monde du 5.11.74).

Pour réaliser ces objectifs, le ministre fait appel aux travailleurs pour qu'ils se montrent compréhensifs afin de ne pas effrayer les futurs patrons et leurs clients.

LA VOIE DES TRAVAILLEURS

Ce n'est pas dans cette voie-là que se sont engagés les travailleurs, mais dans celle tracée par Lip, Rateau et Darbois. Celle qui a montré que la lutte contre les licenciements ne conduisait pas fatalement à la défaite si on se donne les moyens de vaincre.

C'est cette lutte que les travailleurs des usines parisiennes et de Lille ont entamée en occupant leurs lieux de travail sur la base du mot d'ordre « Pas un seul licenciement », qui marque leur refus de la logique patronale des « mesures d'assainissement ». Le mot d'ordre « Maintien du potentiel industriel » doit être compris dans le sens du refus du démantèlement qui permet aux travailleurs de maintenir sur place leur cohésion et leur unité, et non dans le sens que lui donne la FFTL: la défense chauvine de « l'imprimerie française » et de la « culture française ».

Mais il y a aujourd'hui un autre mot d'ordre qui est mis à l'ordre du jour par les propos d'Ornano: la nationalisation des usines du trust sans indemnisation. L'Etat se dit préoccupé de chercher des patrons susceptibles de reprendre Néogravure. C'est son affaire, non celle des travailleurs et de leurs organisations syndicales. Les travailleurs de la Néogravure refusent de faire les frais de la faillite patronale. Ce qu'ils exigent, c'est le maintien de tous les emplois sur place et de tous les acquis. Si les patrons veulent acheter les usines à ces conditions, cela les concerne. Si aucun acheteur ne se présente, alors, que l'Etat nationalise la Néogravure pour garantir l'emploi sur place et les avantages acquis. Qu'il nationalise sans indemnisation car la Néogravure s'est déjà remplie les poches lors de l'absorption de Créte en 73 où l'Etat lui avait versé 25 millions pour préparer ses charettes de licenciements.

QUELS MOYENS POUR LA LUTTE ?

La première riposte des travailleurs a été l'occupation immédiate des entreprises et son organisation par services, avec piquets de grève. Le caractère massif de cette occupation est le signe d'une forte combativité. Elle renforce la confiance dans leur force et leur unité.

A Chaix et à Créte, le syndicat a formé des comités d'occupation et des commissions pour organiser et populariser la lutte. Toutefois, ces tâches ne sont pas pour l'instant prises en charge par d'autres que par les délégués et les militants syndicaux les plus actifs. Aussi beaucoup d'énergies restent-elles inemployées et risquent-elles de se démobiliser. C'est pourquoi, pour renforcer l'unité et l'efficacité de la grève, il faut imposer la participation de tous aux tâches d'organisation, syndiqués et non syndiqués.

Darbois avait déjà montré le chemin en remettant la boîte en marche pour populariser la grève. Après l'occupation, les travailleurs de Créte continuent d'imprimer la presse ouvrière en sortant la V.O. Avec leurs machines, les travailleurs de l'imprimerie disposent d'un outil fantastique qu'il faut utiliser pour sortir du matériel de popularisation.

NEOGRAVURE SE BAT POUR TOUS LES TRAVAILLEURS DU LIVRE

Jusqu'ici, toutes les luttes contre les fermetures dans le Livre sont restées isolées. Aujourd'hui, c'est une attaque d'ensemble

de la part des patrons. Aussi concerne-t-elle tous les travailleurs de la profession. Maintenant, c'est la Néogravure qui se trouve en première ligne: demain, si on laisse faire les patrons, viendra le tour des travailleurs de Lang, Montsouris, Paul Dupont, directement concernés par les plans des patrons.

La première forme de solidarité, c'est le blocage de tous les travaux faits habituellement à la Néogravure (38 millions d'exemplaires de périodiques par mois). Le Comité Exécutif de la FFTL a lancé un appel dans ce sens. Dans chaque entreprise, il faut exiger des dirigeants syndicaux l'affichage de la liste de ces travaux, pour que l'appel soit effectivement respecté.

La FFTL vient d'appeler à une grève de 24 heures de la presse et du labour pour le 13 novembre. C'est très tard. Serait-elle conçue uniquement comme le coup de pouce à des négociations déjà engagées avec les patrons et l'Etat? En d'autres termes, n'est-elle que la simple répétition de la grève de 24 heures de l'an passé au moment de la lutte de Larousse? C'est d'une autre riposte que les travailleurs du Livre ont besoin.

La Néogravure se bat aujourd'hui pour l'ensemble du Livre. A travers elle, ce sont tous les acquis des travailleurs du Livre qui sont visés. C'est ce qu'ils ressentent aujourd'hui profondément, car cette lutte est la leur.

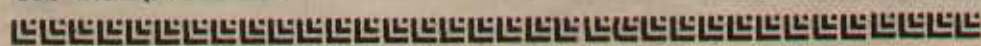
LE MOMENT DE DIRE: STOP!

Depuis des années, les imprimeries ferment les unes après les autres, sans qu'aucun frein ne soit mis à la volonté des patrons. De fermeture en fermeture, le rapport de forces s'est lentement dégradé. Les patrons se sont maintenant attaqués aux gros bastions de l'imprimerie. C'est pourquoi le moment est venu de donner un coup d'arrêt aux attaques contre l'emploi, le moment est venu d'une riposte d'ensemble de tous les travailleurs du Livre. Cette riposte peut aujourd'hui s'appuyer sur le rapport de forces créé par Néogravure occupée; elle s'inscrit dans le cadre d'une montée générale des luttes ouvrières (PTT, SNCF...). Le moment est donc favorable. Il faut en profiter. Dans les entreprises du Livre et de la Presse, à travers les assemblées générales, c'est dans cet esprit qu'il faut dès maintenant préparer la grève du 13 novembre:

- Pas un seul licenciement!
- Maintien de l'emploi sur place et de tous les acquis!
- Nationalisation sans indemnisation!

CONVOCAATION

En raison de la situation sociale, grève des PTT, Fonction Publique, une commission ouvrière nationale élargie est convoquée le dimanche 10 novembre à 9 h 30, au local de Rouge. La présence d'un responsable par ville de notre intervention ouvrière est indispensable.



POUVOIR: DES INDIVIDUS A DOUBLE FACE?

« Le masque tombe ». Dans ses actes, dans ses paroles, le gouvernement, confronté à une importante vague de grèves, fait preuve d'autoritarisme. La formule du journaliste semble bien correspondre à la situation présente. En fait, la presse s'enferme dans la description au jour le jour des manœuvres du pouvoir, mais cela ne peut tenir lieu d'analyse politique et peut conduire à des erreurs. Qu'en est-il aujourd'hui ? Giscard révélera-t-il sa vraie nature ? Abandonne-t-il son libéralisme à la première poussée du mouvement ouvrier ?

ON BALAYE LES ARCHAISMES

Il ne faut pas tout confondre : rénovation idéologique et consolidation de l'Etat fort sont deux choses distinctes qui ne sont pas sur le même plan.

Le gaullisme s'est toujours appuyé sur une idéologie désuète et archaïque. Pompidou faute d'envergure s'en est accommodé. Giscard, lui, balaye cet héritage encombrant et modernise. C'est un nouveau style, une nouvelle image de marque. Tout en soufflant sur les poussières accumulées depuis la IIIème République, Giscard sait discerner les archaïsmes trop grossiers qui régissent encore la vie quotidienne : la loi de 1920 sur l'avortement par exemple. Les mobilisations de masse sur ce thème l'ont certainement aidé !

Une loi libérale, plus en prise avec la réalité de 1974, sera sans doute votée au parlement. En même temps, l'obscurantisme imbécile de Marcellin est abandonné : Trepper passe à la télé, Histoire d'A est enfin projetée sur les écrans. Mais qu'est-ce que cela lui coûte ? Rien, bien sûr. Sur ces terrains, l'homme est dangereux. Secouer les vieux oripeaux du gaullisme, rajeunir des valeurs vétustes n'entraîne pas bien loin. Et le pouvoir de récupération de la bourgeoisie reste intact tant que les rapports sociaux issus de l'exploitation capitaliste restent inchangés.

TOUT EN CONSOLIDANT L'ETAT FORT

Mais, tout en ravalant la façade, on consolide l'Etat fort en place depuis 1958. Savants mouvements de préfets un mois à peine après l'élection présidentielle, poursuite des projets d'étude de militarisation de la vie civile en cas de crise, renforcement du poids du ministère de l'Intérieur dans la vie quotidienne (opération « coup de

poing », ilotage...), tout cela est plus ou moins discret mais bien réel.

Et aujourd'hui, la démonstration est facile. 200.000 postiers en grève, menaces d'extension à la Fonction publique, grèves en Lorraine, réaction du pouvoir : on envoie les flics contre les mineurs (des commandos spéciaux !...), contre les postiers, on tâte le terrain pour faire briser la grève des postes par le contingent. Des actes et des paroles : Ponia traite le PCF de fascisant, Chirac se lance dans des discours nauséux pour la « défense de la nation » en appelant à « une élémentaire discipline collective », et le porte-parole de la présidence parle de « politisation tout à fait exceptionnelle ». Flagrante continuité, c'est la même grosse artillerie employée il y a peu par le balourd Messmer, la même volonté de manipulation de l'opinion pour diviser grévistes et usagers, le même appel aux sentiments les plus réactionnaires de certaines couches pour les rassembler autour du président pour défendre... le régime, tout simplement.

Mais ce ne sont pas là les dessous d'une façade libérale. Les deux aspects ne sont pas contradictoires.

NOTRE STYLE : LA LUTTE

Simple détail, il ne faut pas oublier à quel objet s'applique le libéralisme du gouvernement : aux vestiges trop visibles d'une idéologie rétrograde, uniquement. De libéralisme politique, point du tout. Europe 1, l'ORTF, la concentration de la presse, etc. en témoignent.

Des dizaines de milliers de grévistes dans la Fonction publique et l'Etat fort se fait plus visible : répression, autoritarisme, discours réactionnaires. C'est l'arsenal en place qui servira toujours en pareilles circonstances quand le pouvoir est menacé.

Les postiers montrent bien la voie, celle d'une grève d'ensemble qui débouche sur une remise en cause de la domination politique de la bourgeoisie. Mais attention, ne méprisons pas l'ennemi et ne lui prêtons pas une politique manichéenne (libéral-autoritaire), qui ne correspond pas à la réalité. Giscard sera toujours à la tête d'un Etat fort patiemment édifié dans les périodes de moindre tension. Le changement de style ne s'applique pas au mouvement ouvrier.

Celui-ci ne changera pas non plus son style adopté depuis mai 68 : la lutte.

LEONARD



A L'APPEL DU FRONT
COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE

avec J. Habel, A. Krivine,
F. Lourson et un postier

MEETING MUTUALITE MARDI 19 NOVEMBRE 20 H 30 QUEL DEBOUCHE A NOS LUTTES?

LE JOUR DU PROCES DE FURNEL
MEETING ANTI-MILITARISTE DES LYCEENS,
COLLEGIENS ET ELEVES DES CET.

Mercredi 13 novembre

14 H 30 Faculte de JUSSIEU

Amphi. Guy de la Brosse M° Jussieu

« Un an et demie après la formidable mobilisation de la jeunesse contre la loi Debré et l'armée du capital, ce sont les jeunes encasernés qui ont repris le flambeau de la lutte contre la vie de caserne en se regroupant dans les comités de soldats qui représentent une forme importante d'organisation des jeunes et des travailleurs sous l'uniforme

Alors que la hiérarchie militaire frappe et inculpe les 4 soldats mutinés du camp de Frileuse, alors que le 13 novembre au matin le chasseur FURNEL de Nice sera jugé par le tribunal militaire de Marseille pour avoir simplement protesté lors d'une cérémonie aux couleurs, toute la jeunesse doit arrêter le bras de la Sécurité et de la hiérarchie militaires.

Car NOUS SOMMES LES FUTURS
APPELES ! Soutenir la lutte des

soldats dans les casernes, c'est nous préparer nous-mêmes à lutter contre l'embrigadement, qu'il soit à l'école ou à l'armée.

D'oras et déjà, il faut ORGANISER LES FUTURS APPELES QUE SONT LES JEUNES LYCEENS ET COLLEGIENS, pour qu'ils refusent l'embrigadement et luttent contre une armée tournée contre les travailleurs, ainsi que le propose l'appel des 102 lycéens d'Orsay qu'il faut faire signer massivement (BP 112-75 8 25 -Cedex Paris 17).

La solidarité avec les soldats en lutte est l'affaire de toute la jeunesse : comme à Henri IV, Montaigne, Orsay, Voltaire, Marcellin Berthelot, développons les initiatives de so, AVEC DES MEETINGS LORS DES 10 %, AVEC DES CONTRE CEREMONIES LE 11 NOVEMBRE ».

Extrait du tract unitaire CDA.CAM.IDS.

Paris le 4 novembre 1974,
COMMUNIQUE DE PRESSE A PARAITRE
DANS LES JOURNAUX REVOLUTIONNAIRES :

Suite à des divergences aiguës, le comité de rédaction de l'Antinorm a présenté sa démission collective.

Il existe depuis 1968 une radicalisation croissante sur le problème de la sexualité qui s'est manifestée, entre autres, par une audience accrue du Journal l'Anti-norm.

Toutefois, cette radicalisation n'est pas telle, aujourd'hui, qu'elle puisse trouver une expression organisationnelle du type de celle qu'avait pensée l'Antinorm en lançant prématurément, le mot d'ordre de : « Créons, partout des comités SEXPOL ».

Néanmoins, il est possible et nécessaire de poursuivre le débat et,

pour cela, nous allons sortir une brochure faisant le point de la situation et envisageons de publier dans un proche avenir un journal.

Ce journal, en premier lieu, présentera une réévaluation de nos tâches en fonction d'une analyse précise de la situation politique, de nos forces et des priorités qui en découlent.

Dans l'attente de la sortie de la brochure et du FUTUR JOURNAL, l'ex-comité de rédaction de l'Antinorm prie tous les camarades de NE PLUS ADRESSER : NI COURRIER, NI MANDAT au 17 rue du Laos, Paris 15°, mais de joindre l'ex-comité de rédaction à l'adresse de la brochure. Les abonnés sont informés qu'ils recevront à la fois brochure et nouveau journal.

L'ex comité de rédaction
de l'Antinorm

UN POLICIER BIEN NOTE ET UN BOUCHER



En août 1973, à la suite du meurtre d'un tramino, une vague d'assassinats racistes déferlait sur Marseille. Des travailleurs immigrés étaient abattus dans la rue et une bombe explosait au Consulat d'Algérie, occasionnant la mort de nombreuses personnes. Fait notable, la police marseillaise a piétiné curieusement durant quatorze mois.

Aujourd'hui, grâce à l'enquête menée par le frère de l'une des victimes, Ladj Lounes, deux individus se sont vus inculpés de meurtre : l'un est policier, l'autre un boucher, déjà connu des services de la préfecture, étant donné ses antécédents pénaux.

UN SI BON PÈRE DE FAMILLE

Le 28 août 1973, Ladj Lounes tombait sous les balles de meurtriers racistes. Le premier réflexe de la police marseillaise fut d'expliquer qu'il ne s'agissait que d'une banale affaire de règlement de compte. Pensez donc : Ladj volait des cyclomoteurs. Et puis plus rien pendant un an. « L'enquête piétine ».

Premier éléments troublant : l'expertise démontrait que les balles provenaient d'un pistolet UNIC 7,65. Or c'est précisément la marque et le calibre de l'arme réglementaire de la police. « Normalement » l'inspection générale des Services aurait dû enquêter ; la police des polices aurait dû chercher à savoir d'où provenait cette

arme. Mais, toujours rien.

C'est le frère de Lounes qui, par contre, de son côté, va tenter de savoir qui sont les assassins. Tout d'abord il trouve un jardinier qui a vu les véhicules qu'ont utilisés les racistes : une BMW grise, une Peugeot 403. Les voitures ont tourné dans le quartier pendant des heures. Et puis un jour, il apprend que dans la prison des Baumettes, les détenus connaissent tous celui qui a tué. Il en interroge un qui sort. L'assassin ? c'est un policier qui, alors, s'était fait porter pâle.

Mohamed juge alors prudent de s'adresser à la brigade de gendarmerie de Marseille plutôt qu'à la police.

Quelques jours plus tard, le sous-brigadier Canto est arrêté. Pour ses supérieurs, c'est un père de famille ; dix enfants c'est plus que respectable ; il est bien noté et en plus sujet à la maladie. Qui aurait pensé qu'il allait se transformer en meurtrier. Le témoin retrouvé par Mohamed, qui disait pouvoir reconnaître les assassins avait décidé de curieusement, se taire. Malgré les silences de cet homme, les éléments accumulés par le frère de Ladj, le scandale qu'a provoqué le fait qu'un

policier ait tué empêche l'enquête de s'enliser à nouveau.

UN PERSONNAGE BIEN CONNU

Une lettre anonyme parvient aux services de police révélant qu'un certain Raymond Michel, boucher de son état, aurait participé à un hold-up à Vitroules et à l'assassinat de Ladj Lounes. Les policiers établirent qu'il était le conducteur de la BMW.

Alors que Canto était inculpé, Michel n'était entendu que comme témoin.

Et puis, la campagne menée par « la Marseillaise » l'organe local du PC, commença à indisposer. Il y a une semaine et demi, elle affola et Michel était à son tour inculpé de meurtre et écroué.

La personnalité de Raymond Michel vaut la peine qu'on s'y arrête car elle éclaire cette affaire d'un jour nouveau. Outre qu'il est soupçonné d'avoir participé à des hold-up, il était un fervent admirateur de la majorité puisqu'il participait successivement aux campagnes électorales de Chaban et Giscard. Un nouveau point d'interrogation sur les relations SAC et certains éléments de la police.

Aujourd'hui une enquête est menée par l'IGS au sein de la police. Il aura fallu le temps. 14 mois durant l'enquête a été arrêtée. A ce propos, l'Humanité pose un certain nombre de questions :

— au Préfet de police de Marseille : pourquoi n'y-a-t-il pas eu de suite à la découverte qu'une arme de la police avait servi au meurtre ?

— pourquoi l'enquête a-t-elle été stoppée immédiatement ?

— A l'IGS : les résultats de l'enquête seront-ils rendus publics afin de garantir que l'affaire ne soit pas à nouveau étouffée ?

— A la presse : pourquoi avoir passé sous silence l'affaire Lounes. Serait-ce qu'il « n'était qu'un Algérien » ?

— Au Garde des Sceaux : quand seront punis les coupables de campagne raciste, bien connus à Marseille par exemple ?

— A Poniatowski : l'attitude ambiguë des RG lors de l'affaire des stades du SAC (révélée par Libé) celle de la police marseillaise à propos de Ladj Lounes pourrait laisser penser que Canto n'a pas agi de manière isolée. Il a accompli son geste dans sa voiture, au vu de tous, se croyant visiblement à l'abri de poursuites. Existe-t-il dans la police marseillaise une organisation parallèle, ayant des liens avec le SAC et les groupes d'extrême-droite ?

Des dizaines d'autres meurtres racistes restent encore impunis à Marseille, celui du Consulat d'Algérie par exemple. Qui en sont les responsables ? à voir, la lenteur d'une enquête qui n'avance que contrainte est forcée par des preuves accablantes, on peut craindre que la réponse ne soit pas pour aujourd'hui, ni même pour demain.

Le libéralisme est une cocotte en papier :

L'AFFAIRE EUROPE 1

Après le cynisme affiché pour la liquidation de l'ORTF, les prétextes invoqués et les procédés utilisés dans l'Affaire Europe 1 font voler en éclat la preuve libérale de l'équipe au pouvoir en matière de liberté d'information. Les foudres contre le « persiflage » de la station périphérique de Baudouin, délégué gouvernemental à l'information et PDG de la SOFIRAD qui contrôle Europe 1 et Radio Monte Carlo, se situent dans la droite ligne des rapports de tension entretenus par la Vème République vis-à-vis de la presse.

Les deux prétextes invoqués pour le limogeage de la direction d'Europe 1 valent leur pesant de cocotte en papier.

L'un des journalistes, Gérard Carreyrou est jugé coupable d'avoir osé répéter à l'antenne que Chirac avait refusé de répondre à une de ses questions, jugée trop embarrassante en mettant la main sur le micro. Chirac s'emporte : « Ce Carreyrou, s'il remet les pieds à Matignon, je le vire à coups de botte dans le cul ».

Autre crime de lèse-persiflage : Dans son compte rendu de la discussion budgétaire à l'Assemblée Nationale, Ivan Levaï a le « malheur » de

révéler que le même Chirac, en compagnie de Tomasini sur le banc des ministres, fabrique des cocottes en papier pendant que Fourcade péroré au perchoir de l'Assemblée.

UN ZÈLE INTEMPESTIF

Mais il y a loin du prétexte à la réaction. D'autant que la direction d'Europe 1 s'était signalée, notamment lors des présidentielles par un zèle intempestif en faveur de Giscard. A tel point que 15 jours avant l'éclatement du scandale, les dirigeants du parti socialiste avaient décidé de boycotter cette station si peu périphérique par rapport au pouvoir.

En fait la tentative de normalisation de la presse par le gouvernement de Giscard n'est pas une gaffe, un simple accident de parcours comme tentent de le faire croire les journaux inféodés au régime comme « Le Point » ou « L'Express ».

Depuis son élection présidentielle, l'usure de l'image de marque novatrice est confirmée par tous les sondages d'opinions. Face à cet émiettement de son assise, Giscard s'en prend aux mass-media qu'il rend responsable de la « morosité »

qui gagne.

Cette tentative de normalisation de l'information ne répond pas seulement aux besoins de la conjoncture. Là encore le pouvoir prépare un avenir qu'il sait incertain pour la bourgeoisie.

Nous avons expliqué comment l'exemple chilien d'utilisation des moyens de communications des masses (journaux, radio, TV...) par la bourgeoisie inspirait l'œuvre de démantèlement de l'ORTF. Toute « autonomisation » des mass-media vis-à-vis du pouvoir, pour en faire une plate-forme de contre-offensive en cas d'arrivée de l'Union de la gauche ne peut être « viable » pour la bourgeoisie que si elle s'accompagne d'une normalisation qui les transforme en instruments dociles.

LES RESEAUX

Car au Chili, la majorité des mass media dont disposait la bourgeoisie était directement les excroissances de deux grands partis bourgeois, le Parti National et la Démocratie Chrétienne.

Les réseaux traditionnels de notables et les structures corporatistes en France ont été largement disloqués sous les coups de

boutoirs de la troisième révolution industrielle (urbanisation), les transformations structurelles au sein des couches moyennes et la crise du parlementarisme bourgeois. Dès lors, la presse constitue d'autant plus un enjeu pour la bourgeoisie qu'elle est souvent le lien idéologique presque exclusif du pouvoir avec les lambeaux de couches sociales qui constituent sa base d'appui.

Cela permet de mieux comprendre les deux temps de l'opération presse du gouvernement : normalisation et « dépolitisation » des organes centralisés de la presse parlée et écrite (ORTF, Europe, RMC et même France-Soir où Amouroux pourrait avoir le même sort que Siégel puisque Ponia juge son journal trop anti-gouvernemental sic) ; et politisation pro-gouvernementale de la presse régionale où les rapports de force entre le capital et les rédactions est encore plus défavorable qu'à Paris. Le gouvernement sent qu'il a commis une gaffe avec l'affaire d'Europe 1. Gageons pourtant, vu l'enjeu pour la bourgeoisie, que le pouvoir, après avoir à moitié perdu une bataille, continuera la guerre.

M.R.

DOSSIER INDOCHINE



photo GAMMA

Saigon
octobre 74
manifestation
des catholiques
et des bouddhistes
contre
Thieu



ACTUALITE DE LA REVOLUTION INDOCHINOISE

D'éminents représentants de la hiérarchie catholique, étroitement liés au Vatican et virulents anti-communistes, appellent la population sud-vietnamienne à manifester contre Thieu, protégé des Américains. Des députés de la majorité, membres du parti du clan Thieu, descendent dans la rue pour exiger la démission du « président » de la « République du Sud-Vietnam ». La police du régime tire au sortir de la messe sur des manifestants catholiques qui furent pourtant la base d'appui la plus solide des fantoches. Le climat a brusquement changé à Saïgon à partir de cet été, révélant les contradictions qui minaient de l'intérieur le régime saïgonnais depuis la signature des Accords de Paris de janvier 73.

Janvier 73. C'est en effet une nouvelle période de la révolution vietnamienne — et indochinoise — qui s'ouvre. La lutte urbaine redevient la question clé. Il aura fallu près de deux ans de poursuite des combats militaires, de pourrissement de la situation économique et d'aggravation des conditions d'existence des masses dans les zones saïgonnaises, d'usure politique du régime Thieu pour que l'étau de la répression dans les villes du Sud-Vietnam se desserre quelque peu.

Près de deux ans de lutte quotidienne, intense, souvent terriblement dure, pour la reconstruction des zones libérées et leur défense, la riposte aux empiètements constants de l'armée fantoche, la réorganisation du mouvement ouvrier et de l'opposition politique urbaine.

Une lutte qui n'est pas encore finie. Thieu est certes au bord d'un gouffre. Il n'en réchappera probablement pas. Ses alliés d'hier s'écartent. Ses maîtres et protecteurs de Washington envoient à Saïgon leurs spécialistes en coups d'Etat et changements de montures, tel le trop bien connu agent de la CIA Lonsdale. Le dilemme américain est grand et les contradictions de leur politique cian-

tes. Mais leurs ressources restent considérables, l'appareil de répression n'est toujours pas démantelé, ni l'opposition unifiée. Le combat du peuple vietnamien s'engage dans une étape nouvelle, mais il continue.

Ce que les événements récents reflètent avec éclats, c'est l'actualité de la révolution indochinoise. Et cette actualité pose un problème, celui du soutien. Depuis la manifestation européenne de Milan, trente quatre mois après la signature des Accords de Paris, la veine militante du mouvement de solidarité s'est épuisée. Le Front solidarité Indochine a perdu son assise avec la disparition progressive des comités de base. Les manifestations de masse sont interrompues. On ne peut, aujourd'hui, effacer ce passif. Mais il est néanmoins toujours possible d'agir comme le montre la tenue de la contre-conférence sur la Banque d'Indochine et l'aide multilatérale à Saïgon (Voir Rouge N° 271).

L'analyse est indispensable pour comprendre une situation beaucoup plus complexe qu'à l'heure de l'escalade militaire américaine. Mais elle ne suffit pas. Ils sont encore plus de 200.000 les prisonniers politiques au Sud-Vietnam, plongés dans un univers concentrationnaire hérité des nazis. La guerre continue, au Vietnam comme au Cambodge, les armes fantoches sont toujours américaines. « Notre » gouvernement Giscard, après celui de Pompidou reste l'un des 3 ou 4 gouvernements les plus engagés dans le soutien aux régimes fantoches après les USA :

« J'envoie ces lignes brisées à tous mes frères du pays et du monde entier... comme un message, un S.O.S. Aidez-moi, aidez-nous, aidez les Vietnamiens qui, par centaines de milliers meurent à petit feu... »

C'est ainsi que Tran Hue, dit Chu Son terminait le 20 février 73 sa lettre dans la prison de Thua-Thien.

Celle-là nous est parvenue. Au nom de beaucoup d'autres.

Voici près d'un an que les autorités de la République du Vietnam me maintiennent en détention à la prison de Thua Thien parce que j'ai écrit un journal dénonçant la participation sanglante des Américains dans la guerre du Vietnam, un journal dénonçant les massacres, la répression, les rafles, les incarcérations des patriotes et de simples gens innocents par les Etats-Unis et les autorités de Saïgon, un journal dénonçant la politique culturelle asservissante dégradante, morbide qui fait déperir le Vietnam.

Et j'ai dû vivre les jours les plus longs, les nuits les plus longues pendant les interrogatoires face aux policiers et à leurs « instruments de travail » pour répondre à leurs questions à mon sujet, comme le sont encore des centaines de milliers d'autres Vietnamiens qui n'ont jamais rien fait de mal.

Pendant huit mois déjà, j'ai eu faim et soif, j'ai eu froid, j'ai souffert, j'ai été malade, j'ai vécu dans l'angoisse et la terreur, heure après heure, dans les

cellules spéciales. Huit mois déjà, durant lesquels je n'ai vécu que dans l'espoir et l'attente. Dans l'espoir que cesse cette guerre, que la paix revienne. Dans l'attente du jour où je pourrai enfin sortir de ce monde étrange et infernal.

A ce jour, je ne sais si j'aurai encore assez de force pour continuer à vivre, à espérer, à attendre encore !

A l'heure qu'il est, je ne comprends plus rien ! Je ne sais plus ni où je suis, ni avec qui ! Suis-je encore en ce monde ou déjà dans l'enfer ? Chez les hommes ou chez les bêtes ? Réver d'indépendance, de paix, de riz pour la faim, d'eau pour la soif, d'habit pour ne pas avoir froid, du ciel pour respirer à l'aise, de la lumière pour voir, de médicaments pour guérir, rêver d'une vie d'amour et d'égalité... est-ce que ce sont là des rêves légitimes de la part d'un homme qui vit sur cette terre ? Et si oui, alors pourquoi suis-je avec des centaines de milliers d'autres Vietnamiens jeté dans de telles prison ?

Qui, au nom de quoi se comporte

ainsi avec nous ? J'ai vu les bombes américaines labourer notre terre bien-aimée, j'ai vu les Américains abattre mes frères vietnamiens qui sont la chair de ma chair et le sang de mon sang. J'ai vu les instruments de torture qu'ils nous ont apportés de chez eux et à l'heure qu'il est nos pieds et nos mains sont pris dans les fers made in USA, nos corps crouissent dans des cellules de standard US.

L'ère du progrès, de la civilisation, de la lumière, la terre des hommes au cœur ardent, au cerveau lucide, je n'en vois aucune trace dans cet enfer américain où je vis.

Voici bientôt près d'un mois que je n'entends plus les hurlements des réacteurs américains, un mois que mon cœur ne souffre plus en attendant de déverser les bombes des B 52. Je médite. La guerre est finie, les Américains ont cessé de brutaliser cette terre du Vietnam. Mais ici, dans cette prison sans lumière, rien n'a changé. C'est toujours l'ombre,

→ suite p. 10

lettre
d'un
prisonnier
politique
**A MES
FRERES
DU
MONDE
ENTIER**

Lettre d'un prisonnier politique

C'est toujours la soif, les maladies, les moustiques, la terreur... c'est toujours l'Amérique.

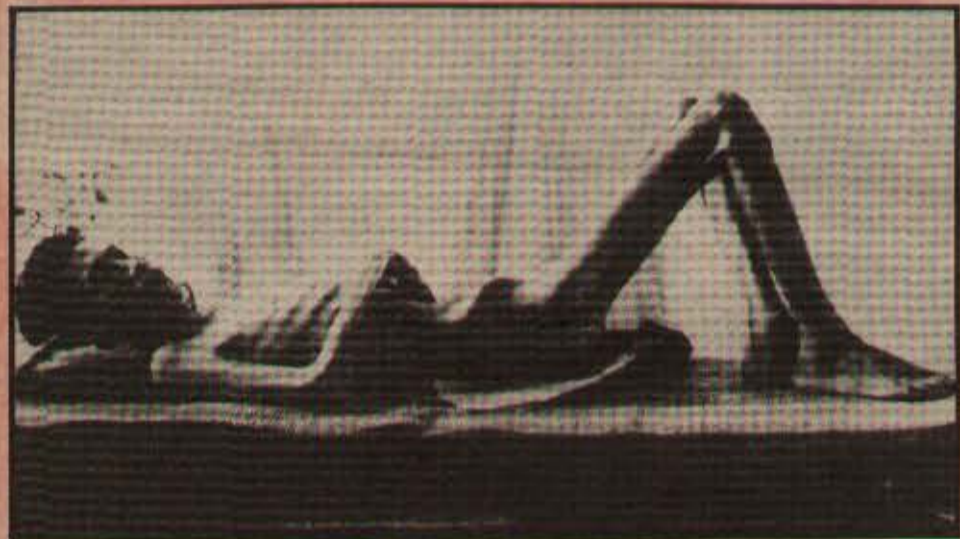
Dans la misère de cette vie, en ces heures, en ces minutes les plus proches qui soient de la mort, j'ai soif de vivre plus intensément que jamais. Je dois survivre comme le peuple vietnamien a survécu. Mes deux mains décharrnées, douloureuses, s'accrochent au bord instable de l'abîme, je redresse la tête pour dire la honte, l'humiliation, les sévices, le cosur débordant de l'espoir qu'en fin de compte je pourrai redevenir un simple homme ordinaire qui vit libre.

J'envoie ces lignes brisées à tous mes frères du pays et du monde entier, à tous les hommes qui veulent reconnaître l'existence des autres et vivre avec eux dans une authentique fraternité, je leur envoie ces lignes brisées comme un message, un S.O.S. Aidez-moi, aidez-nous, aidez les Vietnamiens qui, par centaines de milliers meurent à petit feu, de souffrance et d'épuisement, dans ces prisons de standard américain.

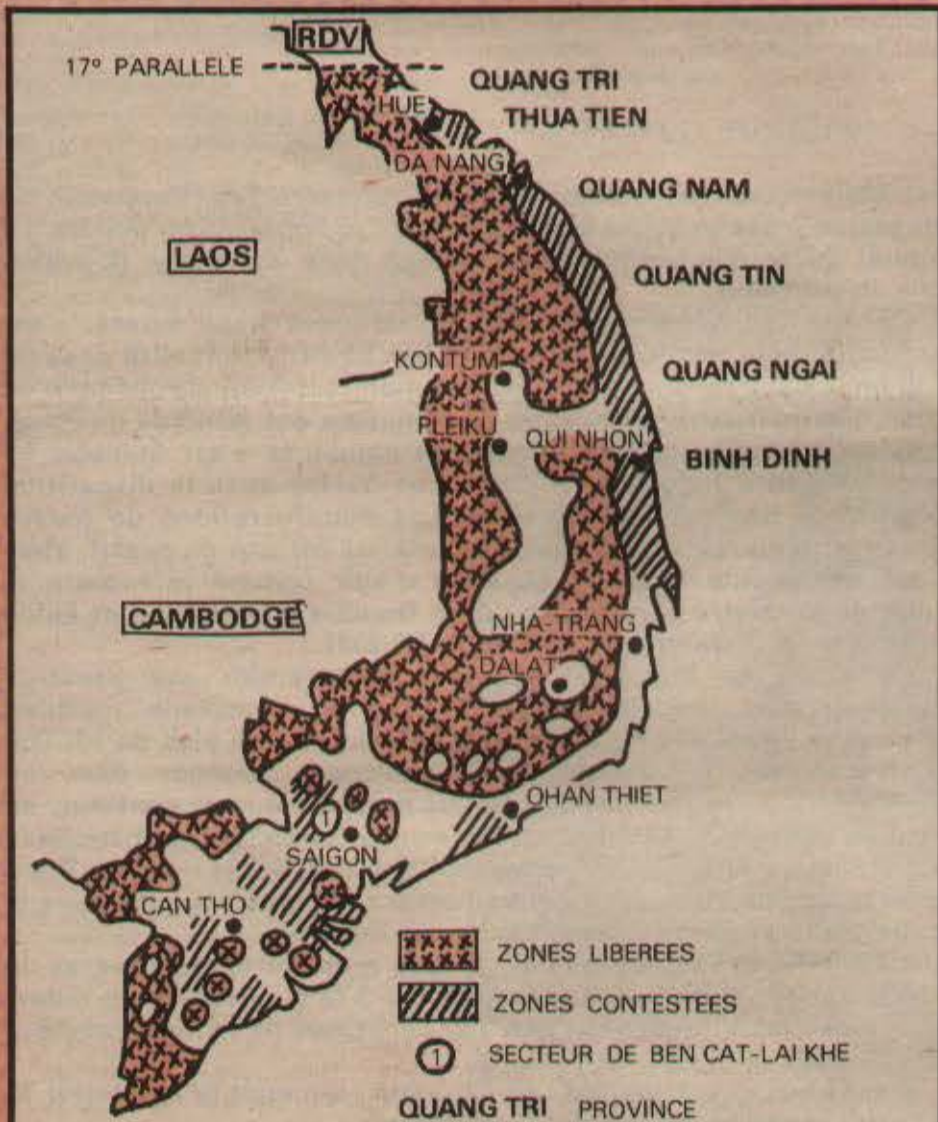
Prison de Thua Thien
Hué, le 20 février 1973

TRAN HUE dit CHU SON
Enseignant, écrivain, 30 ans.

Publiée par la Communauté vietnamienne dans « Saigon, un régime en question : les prisonniers politiques »



« Un libéré », M. Ngô Văn Tri, 27 ans, totalement paralysé par suite de tortures.



Cette carte, tirée du « Monde » du 30.1.74 (Decorroy), date et ne peut qu'être très approximative. Le « contrôle politique » du GRP peut s'étendre au-delà de ses zones de « contrôle militaire ». De même la présence de postes fantoches disséminés mais isolés n'interdit pas nécessairement un réel contrôle militaire du GRP sur une zone. Enfin, les zones disputées varient évidemment et sont difficiles à délimiter.

Depuis 4 à 5 mois, les combats ont commencé à changer de caractère au Sud-Vietnam. Après les Accords de Paris, l'armée fantoche, concentrant ses troupes, a réussi à empiéter en plusieurs endroits sur les zones libérées. À l'automne 73, le GRP et les FAPLN ont commencé à nettoyer systématiquement leurs arrières des postes ennemis (notamment le long de la frontière avec le Laos et le Cambodge et sur les Hauts-Plateaux). Depuis les combats les plus importants se sont déplacés dans des régions peuplées (provinces côtières du Centre-Vietnam : Thua Thien, Quang Nam, Quang Ngai, Binh Dinh, et région de Ben Cat-Lai Khe au nord de Saigon) tandis que dans la région rizicole du Delta du Mékong, le FNL enregistrait des succès constants et très notables sans grand combat, qui ont disloqué largement la « pacification ». Lors de « contre-offensives stratégiques » les forces du GRP ont libéré de nouveaux territoires et notamment les chefs-lieux de district de Minh Long et Thuong Duc aux environs de Da Nang. Le FNL a recouvré l'essentiel des territoires empiétés (à l'exception de certaines zones tel le port de Sa Huynh dans le Quang Ngai). Enfin, les FAPLN bénéficient notamment dans le delta d'un meilleur armement, mis à l'œuvre durant la bataille de Ben Cat et d'une bien meilleure infrastructure logistique (routes et pipe lines).

Sans marquer les débus d'une nouvelle offensive militaire généralisée de la part du FNL et du GRP les combats de ce printemps et cet été ont représenté un nouvel échelon dans leur riposte graduée aux violations des Accords par Saigon.

LA FRANCE A...

- accordé 110 millions d'aide financière à Saigon le 6 décembre 73.
- décidé, en octobre 74, de fournir une nouvelle aide financière au moins égale.
- d'importants intérêts dans les plantations, l'industrie, les transports et la banque au Sud-Vietnam.
- poussé les industriels français à investir après la signature des accords de janvier 73 et ce malgré les « risques » impliqués par l'instabilité de la situation.
- couvert la politique « Kissinger » des USA visant à fournir les moyens à Thieu — ou à son successeur — de

maintenir un régime de terreur.
— signé les Accords de Paris — comme garante — et refusé de reconnaître un statut gouvernemental au GRP.
— une responsabilité historique dans le développement de la guerre d'Indochine.

« (Il faut)... soutenir par une relative prospérité la détermination « conservatrice » des populations et les empêcher de basculer du côté de la solution offerte par le Vietcong »
Charbonneau dans la revue patronale « Marchés tropicaux et méditerranéens »
Novembre 73

La situation dans les villes au Sud-V

THIEU AU DESSUS DU GOUF

« Nous sommes trop faibles par rapport aux communistes. Je l'ai découvert en 1955 et cela n'a fait que s'aggraver depuis, sans cesse. Je cherche toujours à définir un anti-communisme réaliste, mais pour pouvoir réussir dans l'anti-communisme, il faut faire disparaître la corruption ».

C'est en ces termes que le père Tran Huu Thanh explique les raisons qui ont poussé une partie de la hiérarchie catholique à décider la campagne contre Thieu (1). Tran Huu Thanh, a enseigné 5 années dans une école de cadre militaire les éléments de la guerre psychologique contre le FNL. Le personnage n'est pas particulièrement progressiste ! Il n'en dirige pas moins le Mouvement de lutte contre la corruption qui, en septembre, a diffusé l'« Acte d'accusation N° 1 », premier document d'une série qui met directement en cause Thieu dans les trafics de stupéfiants, de riz, de terres, d'engrais, etc.

Ce sont donc certains des dirigeants de la communauté sud-vietnamienne, l'un des piliers du régime fantoche, qui ont décidé de faire éclater la crise politique qui couvait à Saigon. Et non des moindres : ils ont le soutien de l'archevêque de la capitale. Pour qu'ils s'y résignent, il a fallu que la situation économique et sociale des zones sous contrôle de Thieu devienne si catastrophique que l'immobilisme du régime soit plus dangereux que l'ouverture de la crise.

LE POURRISEMENT

Un budget officiellement dépendant de l'aide étrangère pour 85 % des dépenses. Voilà qui illustre ce qu'est l'économie des zones fantoches : pour nourrir l'escalade les USA ont créé artificiellement, par injection de capitaux, une machine de guerre et de police immense (plus d'un million d'hommes sous les drapeaux, quatre millions — sur le papier — de membres des forces d'auto-défense, 122.000 policiers) et une « civilisation de consommation » urbaine dans un pays qui était à 90 % rural. Une industrialisation très faible et, souvent, qui date. Des ressources naturelles inexploitées ou en zones libérées (tels les bois et minéraux des hauts plateaux, les plantations de caoutchouc et celles de cannelle du sud de Da Nang). Une large population de réfugiés, assistée. Tout vient de l'extérieur dans un système parasitaire. Là réside force et faiblesse de la politique américaine.

Grâce à elle — et grâce à l'inactivité relative des principaux États ouvriers — les États-Unis ont évité la chute militaire du régime de Saigon, porté des coups sévères au FNL avec le plan de « pacification » et d'extermination terroriste Phoenix, soumis les zones libérées d'Indochine et la RDV à une épuisante escalade, encadré comme

nulle part ailleurs la population des zones qu'ils contrôlent, attaché socialement au dollar US des millions d'hommes, créé une lumpen-bourgeoisie vietnamienne, dans les pores de l'administration, du réseau commercial, de l'armée, prête à tout pour défendre ses privilèges. Mais Washington a aussi fait naître un régime proprement fantoche, immédiatement dépendant, qu'il doit porter à bout de bras... et aux besoins croissant sans cesse.

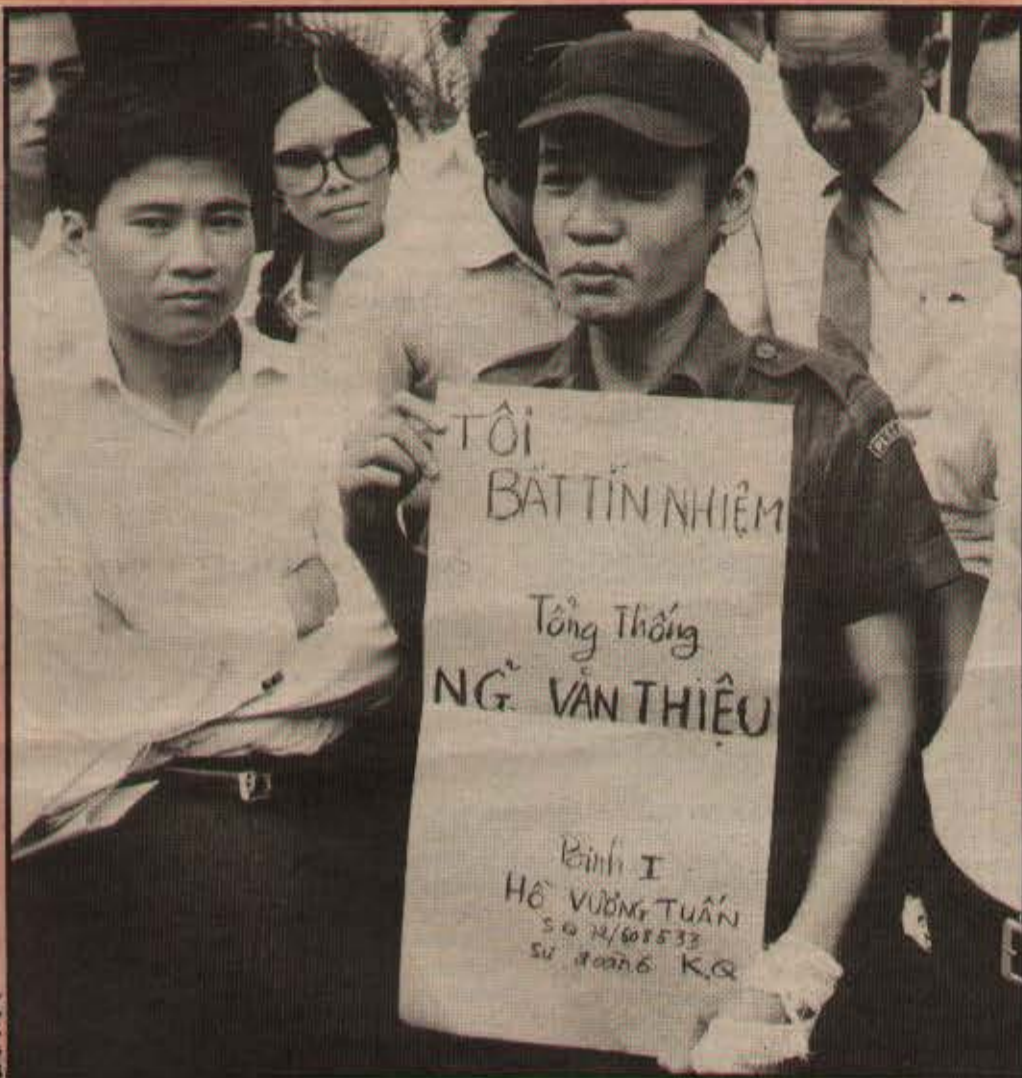
Kissinger avait promis. Les GI's allaient partir, mais les dollars les remplaceraient. C'est à ce prix qu'il avait fait accepter par Saigon les Accords de Paris de janvier 73. Mais Kissinger avait menti. Les industriels n'investiront pas durablement : vue l'instabilité de la situation (à part quelques français et japonais). Malgré les gestes de bonne volonté de la France, de la RFA et du Japon, les « États libres » d'occident se feront prier pour partager le « fardeau de l'homme blanc » avec Washington. Et les États-Unis ne pourront augmenter notablement le volume de l'aide. Au contraire, bien que l'aide officiellement votée au congrès américain soit très en deca de ce qui est réellement fourni, depuis janvier 1973, ce que reçoit le régime fantoche tend en valeur réelle à décroître.

Cela a deux conséquences. Tout d'abord le temps où l'armée saïgonnaise pouvait dépenser sans compter est passé. D'effectives restrictions financières — et tout particulièrement de fournitures de pétrole et de munitions — font qu'une partie de l'aviation (la 3^e du monde !) ne peut être utilisée aujourd'hui et que les bombardements aveugles et systématiques des zones libérées ne peuvent être poursuivis sur le même rythme.

Surtout, les villes du sud-Vietnam, sous contrôle fantoche connaissent une



Ce soldat de l'Air Force sud-vietnamienne déclare qu'il n'a plus confiance en Thieu avant d'être arrêté par la police militaire.



Vietnam

US
FRE

crise sociale sans précédent. L'inflation en 1973, aura atteint 60 à 70 %. En 1974, ce sera bien pire. Le niveau de vie a brutalement chuté. Plus grave encore, le chômage est devenu massif malgré le nombre d'enrôlés dans l'armée. Dans certaines villes, ils atteignent la moitié de la population active ! Selon les chiffres américains eux-mêmes, il s'élève à 1 million de travailleurs pour 7 millions d'actifs. Avant le GI's fournissait des emplois et distribuait le dollar au petit peuple. Aujourd'hui, le dollar n'arrive plus en bas, il est retenu par les couches successives de la bureaucratie. C'est pourquoi le problème de la corruption qui n'est pas nouveau, devient si important. A l'heure où la faim, apparue à Saïgon, s'étend à de nombreuses villes du Sud-Vietnam.

UN MOUVEMENT SOCIAL

La presse internationale tend à mettre en lumière les personnalités de l'opposition urbaine et les mouvements les plus droitiers. Il est vrai qu'actuellement, ce sont les catholiques qui sont à l'initiative de beaucoup des actions — et que députés et sénateurs sont souvent portés à la tête des manifestations — ne serait-ce que parce que la répression ne peut les frapper trop fort. Un étudiant sans grand appui familial, un ouvrier emprisonnés auront, eux, bien peu de chances de sortir des géoles.

Pourtant la droite catholique ne fait que prendre un train déjà en marche. Cela fait des mois que d'autres mouvements comme l'« Organisation pour l'application des Accords de Paris » de Mme Ngo Ba Thanh et le « comité pour la réforme du système pénitentiaire » du R.P. Chan Tin luttent à Saïgon et dans d'autres villes. Ce sont eux qui se sont regroupés en septembre au sein du Front populaire de lutte contre la faim.

Surtout, derrière les formations politiques, ce sont des forces sociales qui sont à l'œuvre. Crise politique du régime, signataire d'accords qu'il ne peut pas appliquer, crise de confiance due au relatif désengagement américain, crise économique et crise sociale aigüe se combinent pour pousser à une profonde recomposition du mouvement urbain. Ce glissement à gauche est resté et reste largement caché ou souterrain du fait de la répression, camouflée par l'activité de courants libéraux et droitiers. Cette réorganisation se heurte à la destruction d'une société due à l'exode des réfugiés et à la corruption par le dollar et la déculturation systématique opérée par les USA. Saïgon est un monde véral. Mais elle s'opère.

Le mouvement ouvrier n'a pu mener que des actions élémentaires pour la défense du niveau de vie, contre la conscription forcée, pour les droits syndicaux et la libération des prisonniers politiques. Il n'a pu que rarement mobiliser en masse, dans la rue comme le 13 juillet 73, où 4000 ouvriers et commerçants manifestèrent contre la hausse de la TVA. Des succès ont néanmoins été enregistrés, significatifs : recul de Thieu sur la TVA, libération de dirigeants syndicaux arrêtés (chimie, cheminots...), réembauchage de militants licenciés tel Nguyen Thua Nghiep, président du syndicat des travailleurs du pétrole, hausse des salaires parfois.

Et quelques élémentaires qu'elles soient, ces actions ont un caractère révolutionnaire réel dans une situation de dictature et de répression sans beaucoup d'équivalents.

Il n'y a pas une opposition urbaine, mais des oppositions urbaines. Malgré leurs efforts, mouvements catholiques et bouddhistes ont beaucoup de mal à unifier leurs actions. Leurs objectifs à moyen terme étant par trop différents. Au sein du mouvement bouddhiste lui-même — de la pagode An Quang — des divisions sont apparues entre des courants très modérés et plus radicaux. Une minorité catholique, celle du R.P. Chan Tin s'est lancée à fond dans une lutte radicale. Ce qui est le plus apparent enfin, n'est pas le plus important.

Mais cependant, en concentrant le feu sur la personne de Thieu, les nouveaux mouvements d'opposition ont permis de débloquer la situation. La droite se mobilisant a ouvert une brèche dans le système de répression dans laquelle tout le monde s'engouffre. Les mobilisations, loin de se limiter à Saïgon, se sont généralisées à la plupart des villes du Sud-Vietnam : Quang Nai, Hué, Da Nang, Can Tho, Qui Nhon, Dalat, Nha Trang... par milliers de manifestants, parfois par dizaines de milliers. Surtout, Washington se trouve placé devant un dilemme difficile à trancher.

LE DILEMME

Remplacer Thieu pour calmer la droite catholique et diviser l'opposition n'est pas si simple. D'abord, parce qu'il ne s'agit pas d'une simple lutte d'influence mais d'une inquiétude réelle, née de la conscience du danger que la pourriture du régime faisait courir aux exploités du Sud-Vietnam. Et remplacer le « président » ne suffit pas à enrayer la corruption devenue système. Ensuite parce que Thieu, ce n'est pas un individu, mais un clan. En plaçant ses hommes aux postes clés, il a créé

un réseau d'intérêts et de puissances qu'il est dangereux d'ébranler. Remplacer Thieu par un homme fort de son clan n'apaiserait personne. Mettre à sa place un « étranger » risque d'aggraver la crise. Et lequel ? Qui aura l'autorité sur les rois du marché noir et de la contre-bande, sur les chefs militaires ? Enfin, parce que les Américains savent ce qu'il en coûterait d'ouvrir une période de crise prolongée. C'est ce qui s'était passé après le renversement de Diem en 1963. La sarabande des généraux-présidents avait commencé. Mais c'était l'époque de l'investissement américain croissant dans la guerre d'Indochine. Recomencer aujourd'hui comporterait beaucoup plus de danger. Thieu était pour Washington la stabilité.

C'est pourquoi l'ambassade US a préalablement essayé de réformer le régime sans remplacer sa tête. Thieu a d'abord regardé venir les nouveaux mouvements. Il a limogé le directeur de la province de Thua Thieu qui avait ordonné la répression des manifestations catholiques de Hué du 8 septembre. Puis il a combiné recul et répression. Quatre ministres ont été « démissionnés » : ceux des Finances, de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie et Hoang Duc Nha, éminence grise du régime, à la tête d'un ministère abhorré appelé symboliquement « Information et ralliement ». Trois cents dix sept officiers ont été limogés pour corruption et 11 généraux déplacés. On a promis réforme sociale et mise à l'étude de nouvelles lois, sur les partis politiques et la presse.

Parallèlement la police interdit des déplacements de dirigeants de l'opposition le plus à gauche ; la presse d'opposition « libérale » est étrangère (le Dai Dan Doc vient de suspendre sa parution) ; 40 journalistes et députés, réunis au club de presse, sont matraqués alors qu'ils préparaient des mobilisations ; le centre de Saïgon est quadrillé par 8000 policiers ; les heurts se multiplient entre manifestants et forces de l'ordre, dans le village de Chinh Ta, à 112 km au nord de Saïgon, la police aurait ouvert le feu sur des catholiques au sortir de la Toussaint faisant 3 morts et des dizaines de blessés.

Mais cette politique n'a pas désarmé les oppositions. La droite catholique reste mobilisée. Tran Van Tuyen, chef du groupe parlementaire de 28 députés bouddhistes, « Nation et société » annonce que « le régime tombera dans les six mois ». 50 sénateurs et députés signent le 1er novembre une pétition demandant le départ immédiat de Thieu. La situation dans les provinces se détériore. Selon le

New York Times, sur les hauts plateaux, la minorité Darlac se serait révoltée.

Dans ces conditions, il est probable que l'on cherche, à Washington, le remplaçant, résigné à courir ce risque. Mais lequel ? Il y a trop de prétendants. Le général Minh (un de ceux qui avaient renversé Diem), malgré les honneurs de la presse internationale, a peu d'audience à Saïgon. Il voudrait pourtant unifier sur sa personnes les oppositions.

Les personnalités du régime sont généralement discréditées. C'est dans ce contexte que Tran Quoc Buu, organisateur des syndicats jaunes contre lequel lutte une coordination d'une quarantaine de syndicats saïgonnais, fait sa rentrée politique. En se présentant comme une personnalité ferme, populaire et nouvelle, il déclare sans ambages que « les communistes préparent une grande offensive » alors que les dirigeants de Saïgon sont indifférents au sort des masses et postule, apparemment, lui aussi la succession. Le Vietnam américain est entré dans une intense période de grenouillage.

Mais il n'y a pas de bonne solution pour les USA.

Soutenir encore Thieu ou libéraliser le régime comportent chacun de lourds dangers pour la politique de Washington.

UNE ETAPE

Le GRP, quant à lui, manifeste son optimisme. Ainsi, le 2 à l'aéroport de Tan So Nhut, près de Saïgon, le colonel Vu Dong Giang, chef adjoint de la délégation du GRP déclarait lors de sa conférence de presse hebdomadaire : « Rien ne pourra sauver Thieu et ses manœuvres multiples des dernières minutes ne pourront empêcher sa chute » (2) Et il a appelé très vite les oppositions à s'unir pour renverser la dictature et ses hommes. Il sait que les événements de ces derniers mois confirment la validité de la stratégie qu'il a adoptée lors des négociations préparatoires aux Accords de Paris.

Il n'en met pas moins la population en garde en soulignant l'action de « saboteurs politiques » financés par la CIA pour détourner le mouvement de colère des masses dans un sens favorable aux Etats-Unis, le quotidien Nhan Dan faisant de même en RDV (3). Pour ce dernier, Washington « s'emploie à maintenir le néo-colonialisme. D'une part il continue à aider l'administration Thieu... et de l'autre il s'ingère dans le mouvement pour « limiter » ses activités, le désorienter, le diviser... pour le cas où il serait obligé de former un « régime Thieu, sans Thieu » (4).

Les combattants vietnamiens savent que les USA n'abandonneront pas leurs projets sans lutter jusqu'au bout. Ly Van Sau le soulignait déjà avec un certain humour, à « Tribune socialiste » début mars 1973 en déclarant « bien sûr, nous savons que tout n'est pas terminé et que d'énormes difficultés subsistent et certains de nos amis en France se trompent s'ils pensent nous faire faire des découvertes en soulignant les problèmes que nous avons à résoudre... »

Ce n'est donc, encore une fois, qu'une étape nouvelle de la lutte qui s'ouvre. Mais elle met en lumière la faiblesse stratégique de l'intervention américaine actuelle en Indochine et au Vietnam. Saïgon n'est pas secoué par la crise du régime Thieu mais par celle de la domination US ! La morosité règne dans les milieux fantoches. A tel point qu'un « épervier », politicien anti-communiste réfugié du Nord, très proche du pouvoir déclarait dernièrement (5) que quant à lui, il rêvait « en 1945, d'un Vietnam unique, non communiste. En 1954, réfugié d'Hanoi à Saïgon, je désirais un Sud-Vietnam non communiste. Mon aspiration est maintenant, plus modeste ; je me contenterai d'un morceau de Vietnam non communiste »

Pierre ROUSSET

- (1) « Figaro » du 21.10.74
- (2) « Humanité » du 4.11.74
- (3) « Le Monde » du 17 septembre 1974
- (4) Bulletin « Nouvelles de la République démocratique du Vietnam », N° 37 du 15.10.74
- (5) « Figaro » du 25.10.74

RECONNAISSANCE DU GRUNK !

« Nous refusons toujours une « pax americana » qui nous impose une partition de notre pays ou une « coalition gouvernementale » avec les traîtres, des Quisling ou des Pierre Laval qu'on fusille mais qu'on ne saurait accueillir autour d'une table de gouvernement ou même de... négociations ».

C'est en ces termes que Sihanouk rejetait sans rémission les propositions de négociations formulées le 9 juillet à Pnom-Penh par Lon Nol (voir l'Humanité du 11.7.74).

LA MARCHÉ A RECULONS

Aujourd'hui, deux résolutions sont déposées sur les bureaux de l'ONU. L'une, présentée par une quarantaine de pays, réclame le remplacement de la délégation fantôme à l'organisation internationale par une représentation du GRUNK. L'autre — défendue par la Grande-Bretagne, le Canada, le Japon, l'Indonésie et dix-sept autres pays — tend à maintenir le statu quo en reprenant propositions de Lon Nol de juillet.

Le régime fantôme — et ses soutiens internationaux — marchent à reculons. En 1970 et 1971, il n'était pas question pour Pnom-Penh de négociations, la guerre au Cambodge n'étant que le fait d'une « invasion vietnamienne ». En 1972, on reconnaissait enfin à Pnom-Penh qu'il y avait bel et bien des Khmers de l'« autre côté »

— mais on se contentait encore d'appeler à leur ralliement. Le 6 juillet 1973, Lon Nol proposait pour la première fois des négociations. Avec un préalable : l'« évacuation du Vietcong et des Nord-Vietnamiens ».

C'est maintenant des propositions sans préalable ni conditions de négociations qui sont faites. La situation durant la saison sèche 1973-1974 s'est en effet notablement dégradée. Sur l'arène internationale d'abord où, déjà en décembre 73, le bloc occidental n'a évité la reconnaissance du GRUNK qu'en obtenant le report du débat par 52 voix contre 50 et 22 abstentions. Au Cambodge aussi où toutes les voies terrestres menant à Pnom-Penh ont été durablement coupées et où les mois de juin et juillet ont vu les plus grands mouvements de lutte urbains dans la capitale du Cambodge.

LA FRANCE, TOUJOURS

Personne ne s'aventure à prédire avec certitude le résultat du prochain vote à l'ONU, tellement il s'annonce serré. La résolution favorable au GRUNK a été

présentée par la Chine, la Roumanie, l'Albanie, Cuba et, notamment, de nombreux pays africains et arabes. L'URSS la soutiendra qui vient de réaffirmer dans la « Pravda » sa condamnation des manœuvres Lon-Noliennes et son appui au GRUNK (L'Humanité du 5.8.74.). Les nouveaux venus à l'ONU, Bangladesh et Guinée Bissau voteront pour le GRUNK. La décision finale semble devoir être faite par quelques pays hésitants du Sud-Est asiatique et du Moyen-Orient, soumis aux sollicitations pressantes des USA.

La politique française est mise là-aussi sur la sellette. Le gouvernement Giscard se fait remarquer par le soutien accordé aux fantômes indochinois, telle la garantie récemment décidée d'une aide financière d'au moins 100 millions de francs en 1975 pour Saïgon. Mais le FUNK et le GRUNK lui rappellent que le temps où une politique à double face pouvait paraître payante est terminé. Les plantations de caoutchouc, en majorité françaises et contrôlées par le FUNK, ont été nationalisées, vue la politique des compagnies internationales (Michelin) à l'égard du Cambodge. Dans un message envoyé à Marchais et Mitterrand, Sihanouk exprime le « souhait que le gouvernement français s'abstienne d'appuyer la proposition hypocrite et vaine du régime de Pnom-Penh » (L'Humanité du 15.7.74). Et dans une interview accordée à Afrique-Asie, il s'attaque au « député gaulliste Michel Boschet et autres réactionnaires (qui) versent des larmes de crocodile » (Afrique-Asie du 5 août-8 septembre 1974).

JUSQU'A LA VICTOIRE FINALE

Dans cette même interview, il réaf-

irme la volonté du FUNK et du GRUNK de lutter jusqu'à la victoire finale, quelque soit le temps que cela réclame. De ce point de vue, l'essentiel est ce qui se passera sur le terrain et non sur l'arène internationale. Le vote à l'ONU n'est cependant pas sans importance. Le régime Lon Nol ne tient que grâce à un pont aérien et naval d'aide américaine. Probablement 1,7 millions de dollars par jour ! La capitale cambodgienne a été transformée, grâce au matériel et aux conseillers US, en une véritable forteresse. L'arrivée du GRUNK à l'ONU rendrait plus difficile la poursuite massive de cette aide par Washington. La lutte pour la reconnaissance du GRUNK et du GRP comme seuls représentants gouvernementaux au Cambodge et au Sud-Vietnam n'est pas une formalité. Elle vise à créer les meilleures conditions internationales pour l'approfondissement de la lutte en Indochine même.

Au Cambodge, le régime Lon Nol semble définitivement sur la défensive. Il ne fait que survivre. L. Mulli, dans Afrique-Asie du 7 octobre, raconte cette anecdote éclairante : aux experts de l'US-AID qui lui demandaient la mise en œuvre d'une réforme agraire pour assainir les bases du régime, le « ministre » lon-nolien de l'Agriculture renvoya sa carte avec ces mots : « Une réforme agraire ? mais sur quel territoire ? ». Le report de l'offensive et des soulèvements finaux par le FUNK montrent néanmoins que la lutte reste dure. Et se solde toujours par d'importants sacrifices d'une population confrontée à l'« aide » américaine. Cela, ne l'oublions pas.

Arrêt immédiat de toute aide US aux régimes fantômes indochinois !

Reconnaissance du GRUNK et du GRP !

COMMUNIQUE DU FRONT SOLIDARITE INDOCHINE : POUR LA RECON- NAISSANCE DU GRUNK

La question cambodgienne sera discutée à nouveau cet automne à l'ONU. L'année dernière, les USA et leurs alliés n'avaient évité l'admission du GRUNK qu'en utilisant tous leurs moyens de pression et en se contentant de réclamer le report d'un an du débat. Aujourd'hui ils tentent de gagner une faible majorité en reprenant, dans l'organisme international, la demande — formulée en juillet par Lon Nol — de négociation et de maintien du statu-quo entre-temps.

Le FUNK et le GRUNK ont d'ores et déjà refusé ces « propositions » et confirmé leur volonté de poursuivre la lutte jusqu'à la victoire finale, sans compromis avec le régime Lon Nol, instrument de la politique impérialiste américaine au Cambodge.

Le FSI tient à réaffirmer à cette occasion son soutien au combat constant du peuple du Cambodge et à la lutte pour la reconnaissance du GRUNK. Et ce d'autant plus que le gouvernement français s'est toujours refusé à reconnaître le GRUNK — de même que le GRP — comme seul représentant des peuples au Cambodge — et au Sud-Vietnam — et qu'il continue à participer aux plans impérialistes d'aide aux régimes fantômes indochinois, comme en témoigne la récente décision de fournir pour l'année 1975, une contribution financière au régime Thieu, d'au moins 100 millions.

Le 31.10.74



CONFERENCE DES RESISTANTS US A LA GUERRE D'INDOCHINE

Le 16 septembre, Gerald Ford, président des USA, annonçait une amnistie en faveur des déserteurs ou insoumis américains.

Mais une amnistie conditionnelle et « payante ». Accordée individuellement, cas par cas, elle réclame de chacun acte d'allégeance envers les Etats-Unis et « service civil » de deux ans. Elle ne s'accorde en fait, qu'à 10 % de ceux qui, militaires ou appelés, se sont opposés à la « sale guerre » du Vietnam — et notamment elle ne s'applique pas à ceux qui ont organisé un travail « illégal » au sein de l'armée. Les « amnisties » seront des coupables repentis dont la faute ne sera pas effacée. Par contre Nixon est d'avance lavé de toute accusation, les chefs du Pentagone

n'ont jamais eu à comparaître au sujet des crimes de guerre et du génocide commis par les Etats-Unis en Indochine et le lieutenant Calley, difficilement condamné à la prison à vie pour le meurtre de 20 paysans vietnamiens à My Lai a vu sa peine réduite à 20, puis 10 ans de prison et — finalement — a vu sa condamnation cassée !

C'est pour dénoncer cette mascarade, que des délégués des « résistants à la guerre » venus d'Angleterre, France, Suisse et Canada se sont réunis à Toronto les 21 et 22 septembre.

Ford tente de diviser leur mouvement en permettant à certains, les moins « coupables » une rédemption individuelle. Ils auront réaffirmé leur détermination à lutter ensemble pour une pleine réhabilitation collective. Ils sont probablement près de 400.000 dispersés au Canada, en Europe et aux USA.

Ils ont fait plus que de décider une

défense commune et radicale. Ils ont aussi clamé leur soutien à la lutte du peuple vietnamien et exigé dans une résolution l'application des Accords de Paris par le gouvernement US. Cette seconde conférence a manifesté par là les progrès importants réalisés dans la prise de conscience des résistants à la guerre en un an. Le débat n'était en effet plus dominé essentiellement par des références purement pacifistes. Prise de conscience qui aura permis aux délégués d'envoyer leur salut non seulement au GRP sud-vietnamien mais aussi à la résistance chilienne et aux mouvements de libération africains.

La lutte pour la défense des résistants à la guerre américains est partie intégrante du combat pour la victoire finale de la révolution indochinoise !

AMNISTIE TOTALE ET INCONDITIONNELLE POUR TOUS LES RESISTANTS

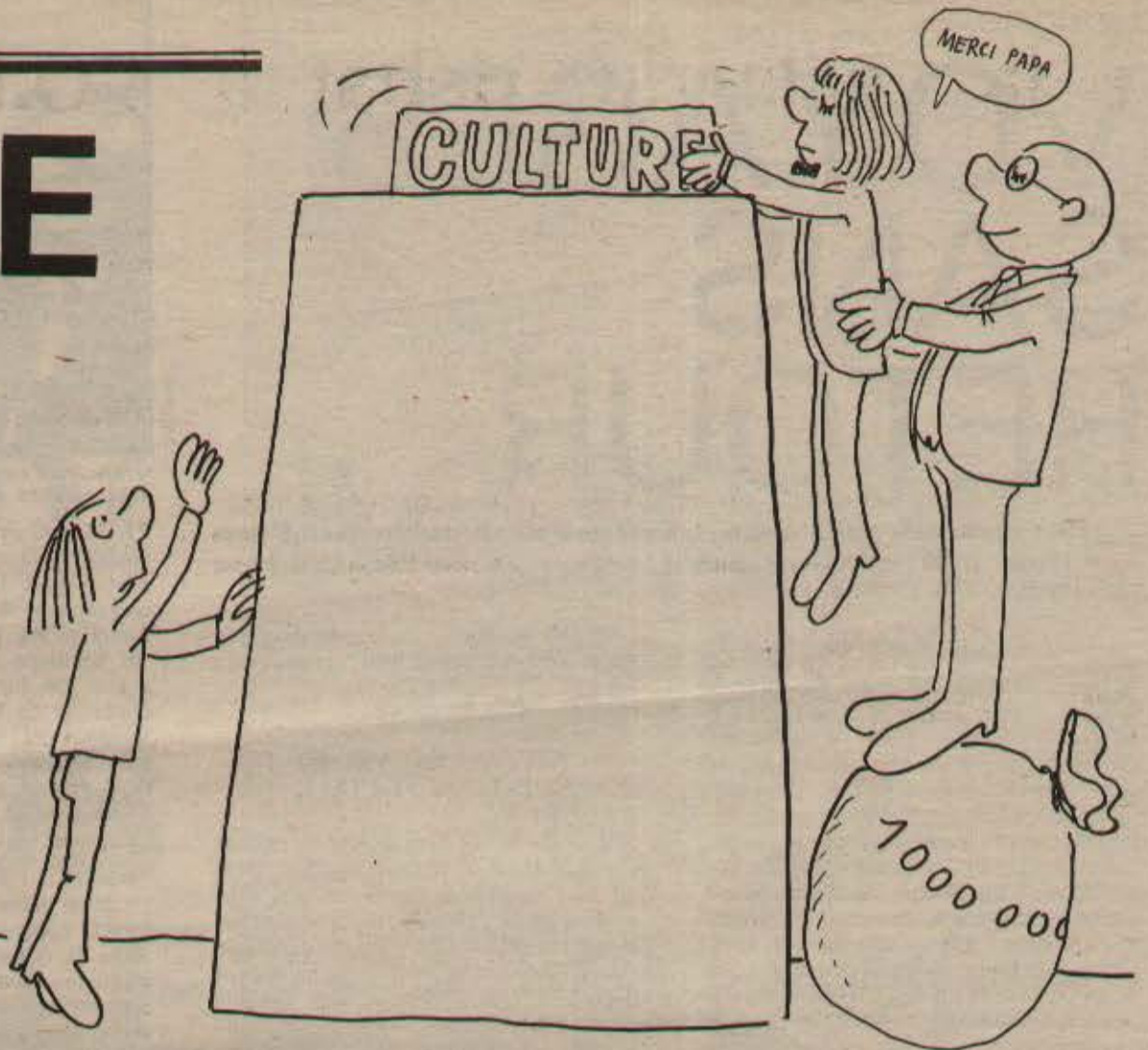
BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

Situation au Sud-Vietnam
Résolution du Comité exécutif international de la IV : « Quatrième Internationale » N° 6, mars-avril 73
Bimensuel Inprecor N° 0 (mai 1974) et N° 10 (17 octobre)
Sud-Vietnam en lutte et le « Courrier du Vietnam »

Intérêts français en Indochine
Brochure FSI N° 4 et N° 7
« Rouge » N° 236 (4 janvier 1974)
● Revue « Entreprise » N° 953 (14 décembre 73), 965 (8 mars 1974) et 970 (12 avril 1974)
● « Valeurs actuelles » du 21 janvier 1974
● Rapport Misoffe (Documentation française) 1973

Prisonniers politiques
● Brochure FSI N° 6 « Le système policier dans les zones contrôlées par Saïgon ».
● « Saïgon, un régime en question : les prisonniers politiques », recueil de documents très fournis, publié par la « Communauté vietnamienne » Librairie Sud-est-Asie
● « Indomptable » Roman. Editions en langues étrangères, Hanoi : la lutte des prisonniers politiques à Poulo Condor

« L'ÉCOLE POUR QUI ? POUR QUOI ? »



Une enquête sur la sélection

dans l'enseignement secondaire à Grenoble

Le groupe Action-Ecole de Grenoble, composé d'enseignants, de parents et d'élèves du second degré, vient d'éditer une brochure : « L'École, pour qui, pour quoi ? ». Ces cinquante pages donnent les résultats d'une enquête réalisée en 1972-73 dans les établissements du second degré de l'agglomération de Grenoble. Elle a touché près du quart des élèves, soit 7.300 appartenant au premier et au second cycle du secondaire (CES, CET, lycées classiques, modernes, techniques). Nous avons interviewé quelques camarades de ce groupe.

● Quand avez-vous mené cette enquête et quel est son but ?

Cette enquête a été réalisée de décembre 72 à juin 73 dans 20 établissements secondaires (CES, CET, lycées technique et lycées classiques et modernes) de l'agglomération grenobloise, et a touché 7.300 élèves, soit près du 1/4 de la population scolaire du secondaire.

Notre objectif était de démontrer « scientifiquement », c'est-à-dire chiffres à l'appui, que l'école actuelle n'est pas vraiment une « école pour tous » et qu'il n'y a pas d'égalité de chances entre le fils d'ouvrier, d'agriculteur, de commerçant, d'ingénieur, de médecin...

Pour cela, nous avons :

— recensé les professions des parents d'élèves pour voir comment se répartissent les enfants d'ouvriers, d'employés, de cadres dans tel ou tel type d'établissement, dans telle section, dans l'enseignement court (CET), dans le 2^e cycle...

— calculé la proportion d'élèves en avance et en retard en fonction de leur origine sociale.

● Comment avez-vous procédé précisément ?

Nous avons demandé au maximum d'enseignants de bien vouloir faire l'enquête eux-mêmes dans leurs classes, à l'aide d'une grille d'enquête type. Environ 130 enseignants ont accepté, souvent en expliquant à leurs élèves le pourquoi et l'intérêt de cette enquête. Ce n'est donc pas une enquête de spécialistes, mais une enquête action suscitant discussions et réflexions... D'où le nom de Groupe-Action-Ecole.

● Venons-en aux résultats de votre enquête. Qu'avez-vous constaté ?

Ce qui apparaît immédiatement, c'est qu'une couche de la population est rapidement éliminée de l'enseignement général. Si vous prenez les CES et les 1ers cycles des lycées (de la

6^e à la 3^e) vous avez parmi les élèves 30 % d'enfants d'ouvriers — alors que leurs pères, les ouvriers de 30 à 44 ans, sont 46 % de la population active.

● Mais où sont donc les autres enfants d'ouvriers de cet âge —

Eh, bien, ils ont dû quitter le CES en fin de 4^e ou même de 5^e pour aller au CET. Ils y sont d'ailleurs rejoints en fin de 3^e par beaucoup de leurs camarades. Car en 2^e cycle de lycée classique et moderne, il y a seulement 10 % d'élèves qui sont enfants d'ouvriers et un quart en lycée technique. Alors qu'ils sont plus de la moitié des élèves de CET. Ainsi on voit que les enfants d'ouvriers sont éliminés des classes où se forment les futures cadres de la société ; et quand ils poursuivent leurs études, c'est dans le technique et surtout en CET.

● Alors qu'en est-il de la fameuse « démocratisation » dont tout le monde parle ?

Elle touche très peu les enfants d'ouvriers ; elle existe peut-être pour les enfants d'artisans, de commerçants et de cadres moyens. Par exemple dans les lycées techniques les enfants d'employés et d'artisans, commerçants sont deux fois plus nombreux que leurs pères dans la population active. Et dans les 2^e cycles de lycées classiques et modernes les enfants de cadres moyens sont un peu plus nombreux que leurs pères dans la population active (27 % contre 20 %). Seulement la clientèle traditionnelle des lycées classiques et modernes (cadres supérieurs, professions libérales et industriels) représente 39 % de l'effectif : trois fois plus que leurs pères dans la population active !

Mais notre enquête, prouve que l'école n'est pas actuellement « démocratique ». On constate que les enfants d'ouvriers ont les plus grandes chances de devenir eux-mêmes ouvriers, et les enfants de cadres supérieurs de devenir eux-mêmes cadres supérieurs. Un exemple

significatif à cet égard : dans les classes préparatoires aux grandes écoles scientifiques à Champollion (lycée classique et moderne de Grenoble), on compte 4 % d'enfants d'ouvriers et 77 % d'enfants de cadres !

● Est-ce que vos résultats concernant les retards vont dans le même sens ?

Tous les enfants sont touchés massivement par les retards : plus d'un enfant sur deux ! Mais les enfants des classes populaires sont encore les principales victimes : quatre fois plus de retards parmi eux que parmi les enfants des cadres supérieurs, professions libérales et industriels.

Le « hasard » fait bien les choses ! En effet, les plus « doués » sont presque toujours des fils d'ouvriers... C'est pour le moins étrange et il est peu sérieux d'expliquer comme certains le font, l'échec scolaire par l'absence de dons. En effet, on sait très bien que les aptitudes et les connaissances acquises par un individu donné ne peuvent se transmettre biologiquement des parents aux enfants. Des expériences récentes ont montré que les différences de « niveau intellectuel » sont d'autant moins sensibles que l'enfant est plus jeune, ce qui condamne une nouvelle fois la « théorie des dons » et montre qu'il faut faire appel à d'autres facteurs pour expliquer les différences de niveau entre les enfants.

● De quels facteurs voulez-vous parler ?

Sans parler des facteurs affectifs qui conditionnent, on le sait bien, l'éveil et l'équilibre intellectuels de l'enfant, mais qui peuvent concerner n'importe quel enfant, citons essentiellement les facteurs économiques et culturels. Par exemple, le fait de disposer d'une chambre ou d'un endroit calme favorise le travail scolaire (or, combien d'enfants d'ouvriers peuvent en disposer ?). De même, les dépenses en équipements, fournitures, livres, dépassent de beaucoup le montant des bourses : une enquête récente a montré que le coût moyen d'entrée en 6^e est de 415 F cette année ! Ou encore, le milieu familial du fils de travailleurs est souvent soumis à des horaires de travail et à des conditions de logement qui le handicapent gravement : ses parents n'ont souvent pas le temps de parler avec lui, de le conseiller, de l'aider.

Il faut ajouter à cela les conditions matérielles de l'enseignement : effectifs des classes trop lourds, manque de formation des maîtres... qui lèsent surtout les enfants déjà « handicapés » par leur milieu social et culturel.

● Vous ne pensez tout de même pas que la solution aux problèmes de l'École consisterait uniquement en une gratuité réelle des frais scolaires et une amélioration des conditions d'enseignements ?

Bien sûr, ces mesures contribueraient certainement à atténuer sensiblement les différences de niveau et le nombre des échecs scolaires. Mais cela ne résoudrait pas tout, loin de là.

Il est temps en effet, de se demander sérieusement : est-ce que ce sont seulement les enfants (principalement d'ouvriers) qui sont « inadaptés » à l'école ? ou l'école n'est-elle pas non plus inadaptée aux enfants des classes populaires ? (à moins d'admettre que la moitié des enfants fréquentant nos écoles sont anormaux ou inadaptés ?). L'échec scolaire est pour nous l'échec d'une école dont le langage, les centres d'intérêt, le contenu des programmes sont beaucoup plus proches de la culture d'une certaine classe sociale (qui représente au maximum 20 % de la population) que de la culture et de l'expérience des classes sociales dites « défavorisées ».

● Comment comptez-vous exploiter maintenant les résultats de cette enquête ?

Nous avons tiré notre brochure en mai dernier à 1500 exemplaires ; ils sont déjà épuisés, ce qui montre qu'un nombre croissant de gens (enseignants, parents, syndicalistes, lycéens) prend conscience des problèmes de la sélection scolaire et de la finalité de l'école bourgeoise. C'est pourquoi nous procédons actuellement à un nouveau tirage. Par ailleurs, nous travaillons actuellement avec la CFDT à la mise au point d'un « résumé », permettant de vulgariser les résultats de cette enquête auprès des travailleurs. Enfin, dans la mesure où nous avons des chiffres précis, établissements par établissements, sections par sections, nous pensons aussi que cette brochure peut permettre à nos camarades lycéens et enseignants de dénoncer avec plus d'arguments les mécanismes de la sélection, là où elle se pratique et en particulier dans les conseils de classe de fin d'année ou dans les conseils d'orientation.

Interview réalisée et transmise par notre correspondant de Grenoble

NB : On peut se procurer cette brochure en s'adressant à Lioret Marie-Thérèse 42, rue de l'Industrie, 38 — SEYSSINET PARISSET (tél. 96.12.11), soit à Jo. Briant, 10 galerie de l'Arlequin, Grenoble/Villeneuve (tél. 09.*2.5 5)

Hongrie

VOYAGES SANS RETOUR

Trois intellectuels ont été arrêtés. Libérés quelques jours après, il ont, d'après « Le Monde », été placés devant un choix : soit un procès, soit l'exil. Ils auraient choisi l'exil.

« Ils s'en tirent bien », diront certains. Il faut affirmer ici qu'il n'en est rien. Ce qui vient d'arriver à Konrad, Szentjoly et Sezlenyi n'est que l'aboutissement hongrois d'une série d'expériences similaires qui ont été opérées avec succès dans d'autres pays d'Europe Orientale. Combien d'écrivains, d'artistes, d'intellectuels divers ont été depuis trois ans expulsés d'URSS et des démocraties populaires ? En perdant, en même temps que leur citoyenneté, tout droit au retour.

DANS UN CUL DE SAC

En Hongrie, cette forme spécifique de répression est à replacer dans le contexte général de la situation politique et économique du pays. La réforme économique introduite à la fin des années 60 a placé la bureaucratie dans un cul de sac. Alors même que les réformes engagées et les ressources mobilisées pour y parvenir sont trop importantes pour faire machine arrière, la poursuite du processus s'avère de jour en jour plus dangereux. La réforme économique a en effet engagé une dynamique difficilement contrôlable. En introduisant le profit comme critère du rendement économique des entreprises, tout en leur laissant plus de latitude dans leur fonction, la bureaucratie a obligé le contrôle central sur la production. Certes ce contrôle était à la fois lourd et tâtonnant, et de fait profondément inefficace, menant à des aberrations économiques, comme en témoignent les stocks de marchandises invendables fabriqués à grand frais. S'il est certain que les premières mesures de la réforme diversifièrent une production plus adaptée aux demandes des consommateurs, elles ne tardèrent pas à conduire à une hausse généralisée des prix accompagnée d'un ralentissement des investissements dans les secteurs réputés « non rentables » : logements, transports, soins médicaux. C'est ainsi qu'on estime à 30% de tous les logements ceux construits directement par l'état - c'est-à-dire louables

à des prix modiques - les autres étant à la charge de ceux qui veulent - et peuvent - financer leur construction (1).

NIVEAU DE VIE ET DIFFÉRENCIATION SOCIALE

Le type de mesures affecte en priorité le niveau de vie de la classe ouvrière, alors que parallèlement la liberté des prix dans les secteurs de l'artisanat et du commerce, les salaires importants versés aux directeurs d'entreprises et aux techniciens hautement spécialisés, conduisaient à une inégalité sociale jamais atteinte depuis 1945. Alors qu'avant la réforme, les marchandises étaient rares mais sa rareté plus ou moins également répartie, aujourd'hui les marchandises sont nombreuses, mais la différenciation sociale les accumule à un pôle de la société.

Les phénomènes ne se développèrent pas sans écho dans la bureaucratie. Non pas que la différenciation sociale fût jugée par elle immorale (elle avait été la première à partir en guerre contre « l'égalitarisme petit-bourgeois ») mais parce que l'accentuation du phénomène risquait d'aboutir à des explosions de colère incontrôlable de colère ouvrière. Ceux qui en furent les premiers convaincus fut sans conteste la couche des bureaucrates intermédiaires directement menacés par la réforme : cette dernière aboutissait en effet à remplacer les dirigeants d'entreprises, dont le seul mérite était leur loyauté à l'appareil du parti, par des technocrates mieux formés et plus efficaces.

CRISE LARVÉE

C'est dans ce contexte que depuis deux ans s'est développée une crise larvée à l'intérieur de la bureaucratie. Les péripéties en ont été nombreuses : c'est ainsi qu'après le plenum du Comité Central de novembre



Gamma

G. Lukacs : mort, il est devenu une pièce de musée. Ses élèves de l'Ecole de Budapest sont vivants et réprimés.

72, le « réformiste » Kadar, dont on attendait la démission, fut maintenu à son poste, mais une mesure affectant une cinquantaine des plus grosses entreprises furent prises, allant à l'inverse de toutes les décisions introduites par la réforme quatre ans auparavant. Les divergences à l'intérieur du Comité Central n'en continuèrent pas moins, comme en témoignèrent les « démissions » au début de 1974 d'Aczel et de Nyers - deux des théoriciens de la réforme économique - du Secrétariat du Comité Central.

Il est probable que le prochain congrès du PC hongrois tentera, sinon de mettre fin à la crise, du moins de trouver un équilibre savant pour éviter son accentuation. Rien n'indique que la bureaucratie hongroise est en mesure d'apporter une réponse globale et définitive à cette question. Mais d'ores et déjà une première réponse partielle est donnée par la répression contre les intellectuels. Aczel, chargé au Bureau Politique des questions idéologiques, malgré sa violente campagne contre la « nouvelle gauche révisionniste » au cours de l'année 1973, semble avoir payé son « manque de vigilance » à leur égard. La jeune intelligentsia hongroise, et tout particulièrement « l'Ecole de Budapest » dont font partie les trois exilés d'aujourd'hui, était profondément sensibilisée à l'évolution de la société. Des travaux marxistes théoriques et empiriques importants en témoignent. Des réflexions critiques sur la bureaucratisation à l'intérieur de l'état et des entreprises, des enquêtes sociologiques accablantes mettant en lumière les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière, avaient révélé l'inégalité et la réalité bureaucratique de la société « socialiste » hongroise. La diffusion toujours limitée, parfois interdite, n'était pas pour la bureaucratie une garantie suffisante. L'expulsion du parti de Andros Hegedus et la dissolution de son Institut de Sociologie, la condamnation du poète Harazsti, l'arrestation de l'écrivain et sociologue Feber, les entraves de toutes sortes apportées à la publication d'oeuvres ou de travaux hétérodoxes, l'arrestation puis le bannissement de Konrad, Szentjoly

et Sezlenyi aujourd'hui ont marqué l'escalade de la répression contre le marxisme renaissant. Il s'agit d'une véritable intervention chirurgicale visant à détacher de la partie du corps social réputée, sinon saine, du moins contrôlable, les éléments irrécupérables. Politique constante de la bureaucratie, poursuivie avec acharnement depuis des années, dont seuls les moyens ont changé : garder le plus large possible le fossé entre la classe ouvrière la jeunesse et l'intelligentsia.

Lorsque Soljenitsyne fut expulsé d'URSS en février 74, certains poussèrent un ouf de soulagement tant ils craignaient que cela pût se terminer plus tard (2). D'autres furent remplis d'indignation vertueuse et parlèrent des droits de l'écrivain en jubilant, à peine secrètement, la magnifique occasion que leur anti-communisme pouvait enfourcher. L'expulsion des trois intellectuels créera moins de vagues. Mais nous, militants révolutionnaires, convaincus de la nécessité de la révolution politique en Europe Orientale, savons quelle saignée ce type d'expulsion représente. Nous comprenons qu'à chaque fois qu'un artiste, un écrivain, un intellectuel se voit exilé, il ne s'agit pas d'une abstraite « atteinte à la liberté d'expression », mais bien d'une intelligence « d'une capacité, d'un talent en moins dans la nécessaire union de la classe ouvrière et de l'intelligentsia pour la révolution socialiste. Et donc de difficultés et de retards supplémentaires. La bureaucratie le comprend aussi. Telle est la raison pour laquelle elle a expulsé Konrad, Szentjoly et Zezlenyi.

(1) - Groupés en coopératives il leur en coûte l'équivalent de 15 à 20 ans du salaire moyen d'un ouvrier. Quant aux « HLM » ils sont réservés en priorité aux serveurs de la bureaucratie : essentiellement l'armée et la police, ainsi que quelques cadres administratifs.
(2) - Voir à ce sujet le livre de Harris et Sedouy « Voyage à l'intérieur du Parti Communiste ». Le soulagement de certains dirigeants du PCF après l'heureuse conclusion d'une aussi pénible affaire y est touchant.

Dhofar

L'HEURE DE LA LIBERATION A SONNE !

« L'HEURE DE LA LIBERATION A SONNE », la lutte armée de libération au DHOFAR, contre les forces de la réaction arabe, de l'impérialisme anglo-américain.

Réalisé par une cinéaste libanaise, ce film est le premier témoignage sur la révolution dans l'extrême-sud de la péninsule arabique. Il expose le mécanisme de la présence coloniale anglo-américaine, sur les plans économique, politique, militaire. Il présente la lutte du peuple dhofari, son organisation centrale : le Front de Libération de l'Oman. Ainsi se trouve rapportée une réalité politique et sociale de la lutte, imposée par les conditions des combats : les femmes participent entièrement aux responsabilités de la lutte armée et à la construction d'une société révolutionnaire. Sur l'écran, des

combattantes du Front de Libération de l'Oman disent ce qu'est leur lutte : la liquidation des sultans de toujours, le père, le mari, le chef de tribu. Elles affirment, et certaines d'entre elles n'ont que quatorze ans, que les changements politiques survenus à la faveur d'une insurrection seront insuffisants pour leur cause et que seule la guerre populaire de longue haleine permettra une réelle libération, car à part la lutte contre l'impérialisme, « il y a trop de choses qui oppriment les femmes : la famille, la tribu, le père qui vend sa fille à un nouvel oppresseur, le mari ».

Un dirigeant du F.L.O. déclare : « c'est au degré de libération des femmes que se mesure la réussite d'une révolution ».

Ainsi se trouve démontrée la dynamique révolutionnaire de la lutte et apparaît l'armée populaire dans son rôle



politique, social, la reconstruction d'une nouvelle société avec l'aide de la milice populaire.

Un témoignage direct de la révolution au Dhofar, d'un cas remarquable de la révolution coloniale. Le film est à voir, c'est un acte de solidarité que vouloir connaître ce qu'est la lutte du peuple dhofari, dans le contexte présent de tentative généralisée de liquider l'avant-garde révolutionnaire arabe, de la Palestine au Dhofar et partout ailleurs, la lutte de libération sociale et nationale prend un relief encore plus fort.

A partir du 6 novembre au
14 JUILLET m° Bastille
4 Bd Beaumarchais Tél : 700.51.13

A partir du 11 décembre au
MYRHA PALACE m° Château-rouge

SPRINGBOKS GO HOME !

Ces vaillants piou-piou du régime raciste sud-africain et de l'apartheid viennent de débarquer en France pour une tournée d'un mois.

En France, pour la première fois, un important courant d'opinion condamne la tournée des ambassadeurs sportifs de l'apartheid. En réponse à un appel du MRAP, les partis de gauche et des syndicats (CGT, CFDT, FEN) ont protesté contre cette tournée. Les organisateurs de la tournée sont sur la défensive : de L'Equipe qui mentionne au second jour de la présence des Springboks que leur tournée « n'a pas encore été perturbée » au Président de la Fédération Française qui est obligé d'affirmer dans une interview que les joueurs ne joueront pas sous la protection des CRS. Partout où les Springboks seront présents, le terrain doit leur brûler sous les pieds. Une vaste campagne doit se développer pour dénoncer le régime d'apartheid et ses représentants sportifs, la complicité scandaleuse du gouvernement français avec ce régime et en particulier les ventes d'armes à l'Afrique du Sud, celle de la Fédération Française de Rugby et celle de l'ASSU qui a le culot d'organiser, en prime, une rencontre avec les scolaires sud-africains à Toulouse. Là où c'est possible, des structures unitaires doivent être mises en place, on ose espérer que le MRAP refusera toute exclusive en ce qui concerne la campagne anti-apartheid et des formes d'action envisagées. A l'initiative d'étudiants africains, un comité d'action contre la venue des Springboks s'est constitué à Lyon pour animer la campagne dans cette ville avec l'appui des organisations d'extrême gauche, locales : une telle initiative ne doit pas rester isolée.

POUR LES PALESTINIENS LES VRAIES VICTOIRES SONT TOUJOURS A VENIR

La question palestinienne a connu une évolution très importants sur le plan diplomatique au cours des dernières semaines. L'invitation faite à l'Organisation pour la libération de la Palestine (O.L.P.) d'assister aux débats sur la question palestinienne à l'ONU acquise avec un vote massif contre les Etats-Unis et Israël, revêt un caractère de reconnaissance officielle de la question palestinienne et de reconnaissance officieuse encore à ce stade de l'O.L.P.

Dans la logique de cette victoire diplomatique de l'O.L.P. se sont succédées deux autres événements de taille, la visite du ministre française des Affaires étrangères au Proche-Orient et sa rencontre avec Yasser Arafat, puis le sommet arabe de Rabat. Le premier a consacré de la part d'un gouvernement impérialiste la reconnaissance de l'O.L.P. et son irruption sur la scène diplomatique internationale par la voie officielle, renforçant sa position à la veille de l'Assemblée générale de l'ONU pour le 13 novembre. Le deuxième concerne la victoire de l'O.L.P. sur le roi Hussein de Jordanie, reconnue comme la seule voie des Palestiniens par les gouvernements arabes, habilité à parler en tout lieux et toute occasion au nom des masses palestiniennes.

UNE DEFAITE POLITIQUE POUR LE SIONISME

Chacun de ces trois moments de la percée palestinienne sur le plan diplomatique international représente une défaite politique pour l'Etat israélien. Depuis sa constitution, l'Etat israélien a eu une constante : faire de sorte que jamais la question palestinienne ne soit soulevée par qui que ce soit et où que ce soit, afin de masquer ce qu'a réellement été la conquête de la Palestine par le sionisme. Cette politique a été battue en brèche d'abord par Nasser et la montée conséquente du nationalisme arabe, par l'apparition de la résistance palestinienne, par le revirement des positions des Etats « ouvriers », URSS, Chine, rompant avec l'Etat israélien et finalement par l'engagement diplomatique, financier et parfois militaire de certains Etats arabes ou de tous aux côtés de la résistance palestinienne. L'isolement accentué de l'Etat israélien sur le plan diplomatique est une défaite politique et une victoire

du nationalisme arabe, toutes tendances comprises, dans la mesure où il signifie au moins un avertissement, si ce n'est une condamnation, à Israël pour sa politique expansionniste et annexionniste. Mais ce n'est pas plus et les gouvernements bourgeois d'Europe, d'Amérique ou d'extrême-orient n'iront pas au-delà. En aucune façon, cette défaite politique pour Israël et cette victoire diplomatique et donc politique, pour l'O.L.P. ne signifie la mise en cause de l'existence de l'Etat sioniste en tant qu'Etat avec ses structures sociales propres. Il signifie que la reconnaissance de l'O.L.P. comme seul représentant de la question palestinienne va de pair avec la reconnaissance confirmée de la part de tous les Etats arabes et donc à leur suite de l'O.L.P. aussi, de l'Etat israélien. C'est -à-dire que le mouvement palestinien à ce jour est mis face à des choix d'une extrême importance : reconnaître de fait le sionisme sous la forme de l'Etat d'Israël et donc passer un compromis avec l'impérialisme, sous la pression de la Ligue des Etats Arabes ; ceci est la négation des luttes et des sacrifices passés pour la libération de la Palestine en totalité. Cette reconnaissance serait payée en retour par la constitution d'un Etat palestinien dans les limites territoriales de la Cisjordanie actuelle et de la bande de Gaza. Un Etat en deux morceaux non attenants, l'un coincé entre Israël et la Jordanie, l'autre entre Israël et l'Egypte.

L'objectif final de cette initiative de la part des Etats arabes comme de certaines parties du camp impérialiste occidental est la disparition du mouvement palestinien comme catalyseur de la mobilisation des masses arabes dans la région. La condition pour atteindre ce but est un accord sur le fond entre l'O.L.P. d'une part et les Etats arabes d'autre part qui agissent comme médiation entre le mouvement palestinien et d'autre part le couple Israël-Impérialisme US.

L'ORIENTATION POLITIQUE DE L'O.L.P.

Deux grandes phases composent l'histoire du mouvement palestinien de la guerre des six jours de juin 67 à aujourd'hui. La première est celle de la montée et de l'extension du mouvement palestinien armé aux frontières de l'Etat sioniste, constitué de plusieurs organisations politico-militaires, le Fatah en étant la principale. La seconde phase est consécutive aux massacres de la résistance palestinienne perpétrée par le roi Hussein de Jordanie et le déclin militaire qui s'en suit. Rendue presque impuissante sur le terrain militaire et de ce fait privée de la possibilité d'établir un rapport de forces solide avec les régimes arabes, jordanien avant tout, la résistance palestinienne a alors entamé un nouveau cours politique, principalement sur le plan diplomatique, à deux



L'OPPORTUNISME N'A PAS DE PRIX !

Lors de son tout dernier congrès à Rome, l'organisation italienne « Avanguardia Operaia » a voté par proclamation un télégramme destiné à Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, réclamant la reconnaissance de l'O.L.P. Le délégué de l'O.L.P. qui assistait à ce congrès est monté ensuite à la tribune du congrès, a remercié l'assistance puis est reparti ! ! ! Qu'en pense Révolution ?

niveaux : à l'échelon des relations avec les Etats arabes dans un premier temps puis dans le domaine diplomatique international : l'ONU ouvrant la voie à la reconnaissance de l'O.L.P. par les gouvernements occidentaux.

Après la désorganisation de la résistance qui suivit les massacres de septembre 70 en Jordanie, la direction de la résistance risquait de voir ses liens avec les populations palestiniennes éclatées dans les camps de réfugiés de la région, s'affaiblir et peut-être se rompre, ce que recherchait un régime comme celui en place en Jordanie.

Le réaffermissement des liens ne pouvant se faire sur le terrain direct de la lutte armée, ce dernier étant interdit par le Liban et la Jordanie, une courte période d'actions spectaculaires, ponctuelles, menées par des commandos, se dessina, orientée sur des objectifs sionistes. La principale fut réalisée à Munich lors des Jeux olympiques. De leur côté les services secrets israéliens assassinèrent en Europe plusieurs représentants officiels ou non de la résistance palestinienne, principalement en France afin de gêner la politique de la bourgeoisie française à l'égard des régimes arabes.

La fonction de cette orientation était de maintenir le principe de la lutte, d'affirmer la continuité de la résistance et de ne pas laisser tomber dans l'oubli la cause palestinienne, en alimentant la solidarité naturelle des masses arabes pour la cause. Ceci acquit, la question demeurerait : comment faire accepter et reconnaître officiellement la question palestinienne et ses instances de représentativité. Ce qui revient à faire ôter au régime jordanien tout droit à parler au nom des palestiniens et forcer l'Etat d'Israël à reconnaître la question palestinienne. La première phase de cette orientation de l'O.L.P. sur le plan diplomatique était caractérisée par un but nécessaire : être reconnue par les Etats arabes dans leur ensemble comme seul représentant palestinien, ce qui équivalait à un échec retentissant pour Hussein de Jordanie que son entreprise meurtrière de septembre 70 n'avait mené à rien. Une autorité légale était ainsi créée par les gouvernements arabes, élevés au rang de gouvernement palestinien en exil, confirmant ce que le Fatah/O.L.P. a toujours été, un appareil d'Etat sans Etat. Le sommet de Rabat du mois d'octobre 74 agissait comme un tremplin pour le lancement de l'O.L.P. dans l'arène diplomatique internationale, à peine un mois avant l'assemblée générale des nations unies du 13 novembre 1974. Investie d'un pouvoir politique réel, l'O.L.P. rendue « respectable » par ses pairs arabes pouvait ouvrir la seconde phase, celle de sa reconnaissance par partie ou

totalité de l'impérialisme occidental, médiation nécessaire pour faire plier Israël ; des objectifs intermédiaires étant : la division du camp impérialiste en entremêlant la question palestinienne et celle du pétrole, comme la guerre d'octobre 73 l'a fait. La rencontre Sauvagnargues-Arafat à Beyrouth en octobre dernier était une première victoire diplomatique de l'O.L.P. consacrant l'évolution politique suivie par la direction de l'O.L.P./Fatah.

L'AVENIR DE LA RESISTANCE PALESTINIENNE

L'orientation politique suivie par le Fatah/O.L.P. s'est trouvée consacrée par les résultats obtenus. Ce ne pouvait être possible que parce que l'O.L.P./Fatah s'est intégrée à la stratégie des Etats arabes, condition nécessaire pour la reconnaissance de l'O.L.P. par les régimes arabes. Cela implique des garanties importantes de la part de l'O.L.P. de la même nature que celle qu'elle apportait dans son refus explicite d'ingérence dans les affaires intérieures des Etats arabes qui conduisit aux massacres de septembre 70 en Jordanie.

Une contradiction apparaît plus évidemment entre la nature du mouvement des masses palestiniennes, anti-impérialiste, prolétarien, et celle de la direction, totalement fondue dans le moule du nationalisme petit-bourgeois arabe, dont elle épouse par nécessité le cours évolutif, étant soumise à son aide matérielle et politique. Ainsi, la constitution encore bien hypothétique d'un Etat palestinien, s'il confirme le but de la direction O.L.P./Fatah ne peut être le couronnement de la lutte des masses palestiniennes. Etat croupion entre la Jordanie et Israël, entre Israël et l'Egypte, en pouvant regrouper qu'une partie seulement des masses palestiniennes, sans aucune possibilité d'affronter la question centrale du sous-développement, inscrit dans la politique générale des régimes arabes. Mais c'est dans la reconnaissance explicite, de fait de l'Etat israélien, du sionisme qu'implique un tel Etat palestinien, que réside l'avenir de la résistance palestinienne, qui ne peut plus avoir de fonction, et a fortiori de raison d'être. Troquer un pseudo-Etat contre une lutte authentiquement révolutionnaire, tel est l'enjeu en cours. Et ce n'est sans doute pas la position du F.D.P.L.P., caution de gauche au Fatah/O.L.P. présentant un tel Etat palestinien comme un tremplin contre Israël qui accrédite, d'un point de vue tactique, la constitution de cet Etat, qui convaincra ; on voit mal l'autonomie militaire d'un tel Etat compte tenu de l'orientation politique générale des Etats arabes dont il sera tributaire.

G. Vergat



Tendance 3

A NOUVEAU SUR LE PARTI COMMUNISTE: REPONSE A LA TENDANCE 1

TRIBUNE DE DEBAT

Les camarades de la Tendance 1 annonçaient (1) qu'il fallait « réactualiser » l'analyse des liens des PC avec Moscou. Pourtant, rien de nouveau depuis 30 ans sous le ciel de leur article.

La crise du stalinisme, marquée par la dissolution du Komintern, puis du Kominform, le développement de la révolution coloniale, les crises successives au sein des pays de l'Est, le XXème congrès du PCUS reconnaissant publiquement les crimes de Staline, l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, les longues années d'après guerre de boom économique et d'insertion des PC dans le municipalisme et le parlementarisme, les trahisons successives de 36, 45, 68, la remontée des luttes ouvrières en Europe, le développement de courants auto-gestionnaires, tout cela compte pour zéro pour nos camarades de la Tendance 1. Et, pour confirmer le tour de force, après avoir affirmé clairement que le PC n'était pas régénérable, on trouve au détour des paragraphes suivants : « Il faudrait d'autres circonstances internationales et une très forte poussée des masses pour que le PC soit conduit à des processus tels que ceux qui se sont déroulés dans les démocraties populaires en 1948 ».

TRAQUER LES ILLUSIONS

Commençons par couper court à ce genre de formulations ambiguës : nous n'insisterons pas sur l'hypothèse d'un « coup de Prague » avec l'armée russe occupant la France, dont l'irréalisme apparaît de lui-même, hors des considérations d'un troisième conflit mondial. S'agirait-il d'un processus à la yougoslave ? Certains PC n'ont-ils pas pris la tête d'un processus révolutionnaire (Yougoslavie, Chine, Vietnam) après que Trotsky ait affirmé que « l'Internationale communiste était définitivement passée du côté de l'ordre bourgeois » ? Mais il faut précisément comprendre la nature des directions de ces PC-là, par différence avec les autres : loin d'être des bureaucrates mis en place par le Kremlin dans la période de « bolchevisation-stalinisation » de l'Internationale communiste, les directions yougoslave, chinoise et vietnamienne étaient faites de révolutionnaires nationaux au comportement centrisme, ayant acquis de longue date et dans l'action révolutionnaire une autonomie politique à l'égard du Kremlin, tout en appliquant les méthodes et la phraséologie bureaucratiques et stalinienne : élimination de leurs oppositions de gauche, absence de réels organes de démocratie ouvrière, utilisation (Vietnam, Chine) des théories menchéviki-stalinienne de la révolution par étapes en décalage avec leur pratique, etc. La direction du PCF, quant à elle, fut profondément stalinisée (créatures d'appareil, liens matériels soutenant cet appareil, rapports avec Moscou comme « garants » de l'avenir socialiste) et ce, d'autant plus facilement que les traditions marxistes et révolutionnaires de ces cadres étaient faibles. Cette direction ne s'engagera jamais dans un processus révolutionnaire car la logique de celui-ci serait de la balayer (2).

LES PC, SIMPLES AGENTS DU KREMLIN ?

En 36 et 45, la ligne de Moscou entraîna tout le PCF comme un seul

homme, non seulement parce qu'il y avait une certaine continuité organisationnelle de l'IC, mais aussi parce que le stalinisme apparaissait aux yeux de nombreux communistes comme un « détournement » nécessaire (et apparemment confirmé par l'extension du « camp socialiste » aux « démocraties populaires »). Les liens avec l'URSS étaient encore identifiés au « soutien à la patrie du socialisme ».

Le PCF avait marqué son attachement à la défense de la bureaucratie du Kremlin (assimilée à la défense de la révolution d'Octobre) par le soutien au pacte germano-soviétique qui lui avait pourtant fait perdre beaucoup de militants.

Les premiers conflits des PC yougoslave et chinois avec le Kremlin, les événements de Hongrie et de Pologne en 56 et surtout le XXème congrès du PCUS créaient les conditions de premières distensions des liens avec Moscou. Les rythmes en sont accélérés depuis l'aggravation des difficultés économiques et sociales au sein des pays de l'Est d'une part, la montée des luttes ouvrières en Europe capitaliste pour les PC de ces pays, d'autre part ; dans les deux cas, un phénomène commun joue : chaque bureaucratie cherche à défendre au mieux ses intérêts, ce qui pour un nombre croissant de PC revient à prendre ses distances avec Moscou, ce qui n'exige pas de rompre. A l'ouest, le PC italien avait montré la voie. Aujourd'hui, le PC soviétique a bien du mal à réunir une conférence des PC européens. Il y parviendra, mais au prix de deux changements fondamentaux : la reconnaissance solennelle des « voies nationales au socialisme » accompagnée de la promesse de non ingérence dans les affaires internes des partis frères ; on ne condamnera pas, contrairement aux exigences du Kremlin, la Chine comme on a excommunié hier la Yougoslavie, car chacun sait d'expérience que cela peut se retourner demain contre lui-même : chacun veut rester maître de son orientation. Alors, il y aura des opérations de publicité et de replâtrage superficiel, réaffirmant l'unité du « camp socialiste », mais il ne s'agira en aucun cas d'une réelle unité, ni pour les principaux PC d'y accepter ou d'y reconnaître un quelconque diktat.

Dans ce contexte, la bureaucratie soviétique a de plus en plus les moyens de défendre elle-même ses propres intérêts par des rapports directs avec les bourgeoisies

Elle peut le faire de façon plus stable qu'hier dans une période où elle n'est pas menacée par la bourgeoisie internationale mais au contraire par la remontée de la révolution mondiale et que, tant sur le plan politique qu'économique, sa diplomatie internationale a des intérêts bien souvent objectivement convergents avec ceux de ces bourgeoisies.

La rupture totale des liens avec l'URSS n'est pas nécessaire pour les PC car ils peuvent combiner les avantages de leurs liens avec Moscou avec leurs perspectives nationales. C'est même la forme spécifique différente de la social-démocrate que prend l'orientation réformiste des PC, après la dégénérescence de la IIIème Internationale : la référence aux lendemains socialistes, jamais actuels (programme maximum) est concrétisée par le lien, la référence au « camp socialiste ». C'est leur crédibilité, leur affirmation face aux partis sociaux-démocrates, qui est là en jeu. Le

programme minimum, la lutte quotidienne, les « étapes » sont, quant à elles, théorisées sur des bases d'autant plus proches de celles de la social-démocratie que l'on se trouve dans une période de montée des luttes ouvrières. Dans une période prolongée de coexistence pacifique où la collaboration internationale entre bureaucratie du Kremlin et bourgeoisie est la règle, il ne peut y avoir contradiction entre ces deux aspects de la ligne des PC de masse ; et la référence à l'URSS n'étant pas de même attrait aujourd'hui qu'en 1945, c'est essentiellement sur la base de leur politique nationale que les PC de masse recrutent dans une telle période. Les liens avec la bureaucratie du Kremlin et la politique de collaboration de classes dans le cadre de la participation à la gestion de l'Etat bourgeois ne peuvent être contradictoires que lorsque l'URSS est menacée par les bourgeoisies internationales (cf. période de guerre froide expliquant le « coup de Prague »). Si donc les bureaucrates des PC ont toujours intérêt à maintenir les liens avec Moscou (avec en outre des avantages matériels persistants), par contre, ils ne supporteront pas tous (entre autres selon leur assise de masse) les conséquences-repoussoir d'une politique de l'URSS par trop impopulaire : une nouvelle intervention en Tchécoslovaquie susciterait des condamnations explicites plus fermes et sans doute des scissions dans l'appareil en France d'autant plus facilement que l'existence du PS donne d'autres perspectives à de telles scissions que n'en avait Garaudy.

L'UNION DE LA GAUCHE UNE ORIENTATION DICTEE PAR MOSCOU ?

Il n'y a pas deux réponses réformistes possibles à la remontée des luttes en Europe. Les camarades de la Tendance 1 ont tort de s'étonner de la convergence des réponses apportées par les PC ou d'y voir la preuve d'une ligne dictée par Moscou. Il ne s'agit plus aujourd'hui comme en 36 d'alliances avec les partis de la bourgeoisie démocratiques qui luttent contre le fascisme, avec l'alibi de la défense de l'URSS. La méfiance persistante des courants bourgeois contre la participation des PC au pouvoir, due aux liens entre ces PC et Moscou (qui pourtant ne pourraient jouer aujourd'hui que dans un sens de collaboration de classes) est utilisée par les politiciens bourgeois (cf. Poniatowsky). Mais ce que craignent ces derniers — et ce que n'a pas compris la Tendance 1 — c'est principalement la dynamique sociale actuelle des luttes ouvrières qu'une arrivée au pouvoir des partis ouvriers de masse ne pourrait que stimuler encore. Ce qu'elles craignent, c'est l'incapacité des directions à tenir en laisse les luttes. Et, tant qu'elles le pourront sans risquer le pire, elles préfèrent faire confiance à des formes d'Etat fort avec gouvernements bourgeois. La perte d'hégémonie du PC sur la classe ouvrière n'est pas due, contrairement à ce qu'affirme la Tendance 1, au fait que le PC se serait compromis sur un terrain parlementaire. Il l'a déjà fait bien avant ! Elle est due au fait que les méthodes bureaucratiques du PC dans la classe ouvrière sont battues en brèche et que sa référence et ses liens avec Moscou lui portent de plus en plus préjudice et n'en font pas aux yeux des masses le porteur de la solution socialiste. Ses craintes sur les

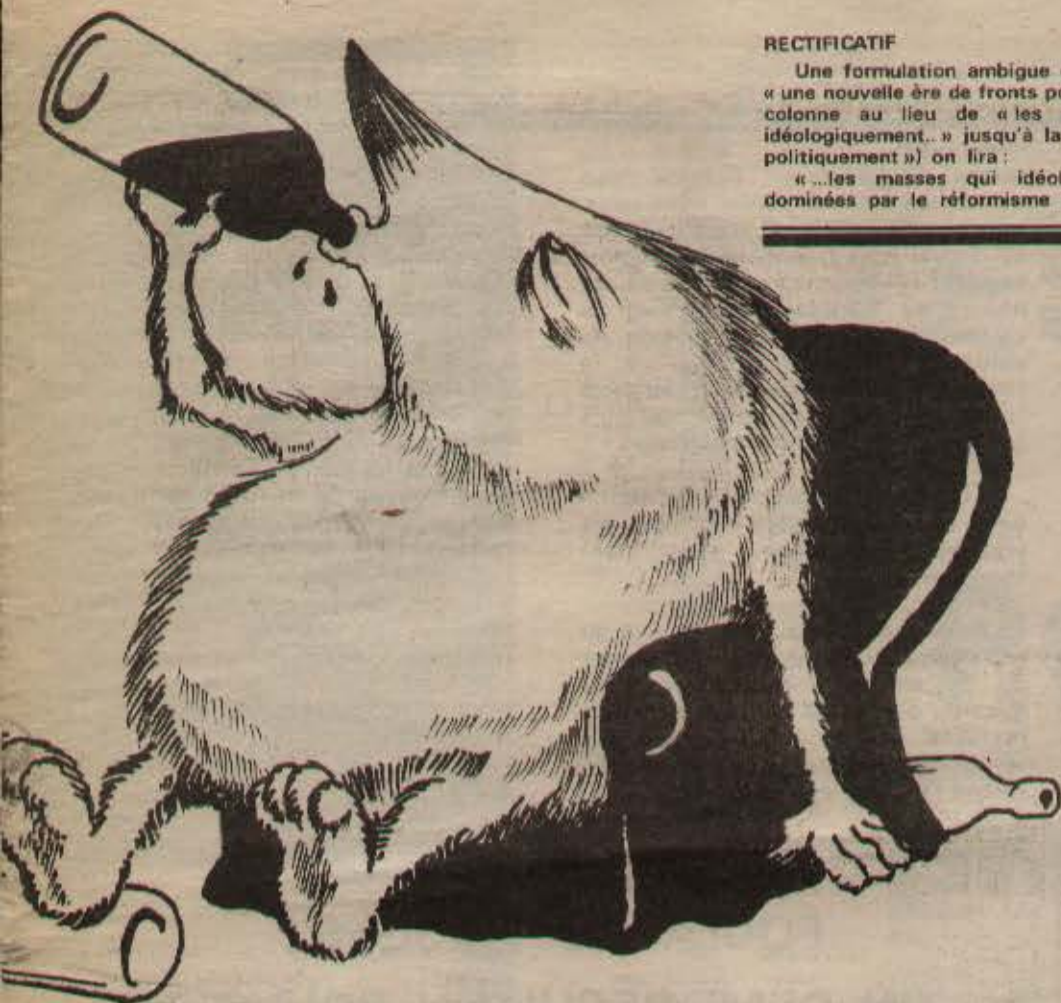
projets de société que présente démagogiquement le PS sont là pour illustrer ce problème. Les camarades de la Tendance 1 ont également tort de distinguer deux projets dans l'Union de la Gauche (l'un dicté par Moscou et l'autre par la bourgeoisie ?). Les bureaucrates de Moscou sont allés manifester leur appui à Giscard par dessus la tête de l'union de la gauche. L'arrivée de cette dernière au pouvoir ne serait certes pas contradictoire avec leurs intérêts que le PCF s'efforceraient de défendre sur le plan diplomatique. Mais, dans une période où les PC se font déborder, la diplomatie directe est plus sûre. L'Union de la Gauche est la réponse classique réformiste de gestion loyale de l'Etat bourgeois comme réponse à la montée des luttes en France.

Sur ce plan, il faut analyser le congrès extraordinaire du PCF pour ce qu'il est : la réaffirmation, contrairement à ce que le PCA dû dire, sous la pression de la radicalisation d'après mai, que le programme commun n'est pas une transition au socialisme (cf. aussi les questions au PS pour qu'il s'engage à ne pas vouloir aller trop vite au socialisme). Une certaine base du PC qui avait pris au mot l'interprétation antérieure a pu rechigner. On ne lui a répondu que par l'affirmation d'une référence lointaine au socialisme et l'engagement aux yeux de la bourgeoisie à respecter l'étape d'union populaire. Les vieux stalinien et les jeunes d'après 68 devront s'y faire : le parti va s'ouvrir à tous ceux qui veulent cette étape-là, va casser les luttes à venir pour ne pas faire peur et respecter les engagements de ne pas aller au socialisme. Ce sont ces caractéristiques-là qui nous ont fait qualifier le PC de « parti ouvrier bourgeois de type spécial ». On peut discuter à l'infini du « terme » ouvrier-bourgeois, non strictement scientifique et des limites de toute analogie historique. L'important n'est pas là : c'est sur le fond qu'il faut se prononcer, sur l'analyse elle-même.

Les histoires différentes du PC et du PS, les liens du PC avec l'URSS ne changent rien à cet aspect commun de leur politique qui fait que l'Union de la gauche n'est pas une capitulation du PC devant le PS, mais l'application de son orientation. Dans ce contexte, la recherche des voix gaullistes correspond à l'objectif commun au PC et au PS d'élargir à droite l'union de la gauche. Chacun va chercher plus spécifiquement les « alliés » possibles en fonction d'éléments particuliers de leur politique entrant en résonance avec les aspirations de telle ou telle couche : le PC cherchera à s'appuyer sur la « tradition d'indépendance française des gaullistes », le rappel de l'appel de de Gaulle aux communistes, les liens de de Gaulle avec Moscou pour s'efforcer de gagner quelques voix dans ces secteurs, en mettant en évidence leur propre politique patriotique et anti-atlantiste. Le PS fera davantage appel aux secteurs centristes atlantistes et anti-communistes. Mais cela conduira à la même trahison qu'il faudra dénoncer dans les mêmes termes.

TENDANCE 3

(1) Cf. article de Rouge N° 270.
(2) L'article des camarades prête à confusion : comment interpréter leur affirmation selon laquelle si le PC espagnol a pu aller si loin dans la contre-révolution, c'est parce qu'il n'était pas un PC de masse ? Devrait-on en déduire que le PCF sera contraint par les masses de ne pas trahir ?



RECTIFICATIF

Une formulation ambiguë doit être corrigée dans l'article « une nouvelle ère de fronts populaires... » de la tendance 4, 3^e colonne au lieu de « les masses qui politiquement et idéologiquement... » jusqu'à la fin de la phrase («...et jamais politiquement ») on lira :
«...les masses qui idéologiquement et politiquement dominées par le réformisme font encore, quels que soit le

degré et les formes de leur combativité, confiance à leurs directions. La contradiction sur laquelle doit se construire le parti aujourd'hui n'est donc pas « l'apparition » d'une « nouvelle avant-garde » en « rupture » avec les appareils, c'est la contradiction entre le mouvement des masses, qui tend objectivement à affronter le capital, et la politique de collaboration des appareils, politique qui n'est pas encore remise en cause ».

plaires » pour pousser plus loin la « dynamique » de l'UG et déboucher sur un « nouveau mai 68 ». Que cette politique suffise à satisfaire les aspirations de la « nouvelle avant-garde » nul n'en doute. Qu'elle singe directement celle pratiquée par le MIR chilien n'est pas moins clair. Mais alors qu'elle se condamne à parasiter le Front Populaire comme son aile « combattive » n'est pas surprenant non plus.

POUR UN PROGRAMME DE LUTTE DE CLASSES POUR LE GOUVERNEMENT PC — PS

Toute autre doit être la démarche des marxistes révolutionnaires face au front populaire. Il ne s'agit pas de préparer un « débordement » minoritaire de celui-ci, mais une rupture des masses d'avec leurs illusions réformistes. Ceci implique que dans toutes les luttes des masses, les marxistes révolutionnaires soient en mesure d'avancer concrètement un programme répondant à tous les besoins objectifs du mouvement sur la base de l'unité et de l'indépendance de la classe. A cet égard, le programme communiste représente un ensemble indissociable de mots d'ordre adaptés à chaque moment de la lutte de classe : revendications démocratiques et transitoires, formes d'action et méthodes d'auto-organisation, mot d'ordre de pouvoir.

Ainsi, le programme communiste ne saurait se réduire au seul mot d'ordre de gouvernement mais inversement, sans un tel mot d'ordre concret on retombe fatalement dans la fausse opposition programme minimum économiste / programme maximum révolutionnaire (« le socialisme que nous voulons »).

D'autre part exiger la rupture des coalitions organisationnelles — actuelles ou futures — entre organisations bourgeoises et directions ouvrières, exiger de celles-ci qu'elles « prennent le pouvoir, tout le pouvoir », avancer chaque fois que la lutte de classe pose le problème d'un affrontement politique central, le mot d'ordre concret de « gouvernement PC-PS » a une valeur éducative irremplaçable dans le combat des m-r pour conquérir la direction politique de la classe.

Le fondement d'un tel mot d'ordre ne réside en rien dans l'idée que le PC et le PS puissent effectivement rompre leurs liens de toute nature avec la bourgeoisie ou encore moins appliquer « notre » programme. Tout au contraire, sa vertu est de faire la démonstration concrète, devant le plus grand nombre possible de travailleurs, du refus des directions ouvrières traîtres de rompre ces liens, de leur incapacité de prendre tout le pouvoir en leurs mains... Il ne peut donc y avoir de démonstration plus claire du fait que seuls les m-r se battent de façon conséquente pour l'unité et l'indépendance de la classe et de ses alliés face au Capital et à l'Etat bourgeois. C'est pourquoi aujourd'hui, la propagande et l'agitation pour le gouvernement PC-PS est l'une des batailles fondamentales qui permettent de mobiliser les travailleurs contre les appareils, contre le Front populaire.

ET AUJOURD'HUI ?

La même méthode constitue l'outil d'analyse et un guide pour l'action dans la conjoncture immédiate :

— Les conflits sur l'emploi — France, SNIAS, Titan Coder et aujourd'hui Néogravure —, la grève des PTT et ses prolongements probables dans le secteur public manifestent une vive remontée des luttes ouvrières face aux attaques du Capital. Bien plus ces luttes, par leurs objectifs — les 1700 Francs notamment — affrontent directement l'Etat patron, la politique contractuelle et tout le projet de police salariale de Giscard : ces luttes revendicatives ont d'emblée une portée politique.

— Mais elles manifestent aussi la complexité du rapport entre radicalisation ouvrière et politique des appareils. Quels que soient l'ampleur et la force du mouvement actuel, il reste dépendant, organisationnellement et surtout politiquement des directions traditionnelles. A l'inverse, le PC, alors même que son congrès esquisse une « ouverture » sans limites à droite, n'a pas la maladresse de

« casser » la lutte, quitte à s'opposer fermement à toute auto-organisation du mouvement : il la « chevauche », par CGT interposée, pour mieux en conserver le contrôle, pouvant fort bien mobiliser et centraliser jusqu'à un mini-Grenelle (mais pas plus loin bien-sûr !). Car le verrou est ailleurs : il est dans la politique générale du Front populaire, seule issue offerte actuellement au mouvement des masses.

Moins que jamais dans une telle situation, notre intervention pour faire avancer la lutte de masse et pour y renforcer les positions des marxistes révolutionnaires ne peut privilégier des « préoccupations » de la prétendue « avant-garde large ». C'est sur une toute autre contradiction que repose notre intervention : celle existant entre le mouvement des masses en lutte et la politique des appareils auxquels elles restent liées. Nous devons donc partir des besoins objectifs qui se dégagent du mouvement des masses et de son niveau de conscience pour opposer une alternative, sur toute la ligne, à la politique des appareils.

Au contraire, la majorité du FCR privilégie des considérations tacticiennes sur le rapport de force entre les m-r, l'AGL et le reste du mouvement. Cela a conduit à une intervention timorée et économiste sur le thème : « les postiers montent la voie, soutenons les ! Pourquoi pas vous ? »... A part quelques vagues slogans dans sa propagande centrale, l'organisation se garde bien d'affronter clairement et sur ce terrain les appareils sur les problèmes décisifs pour le mouvement en cours (les comités de grève et l'extension du mouvement) et encore moins sur son débouché politique.

Pourtant, les circonstances permettent de faire prendre en charge par de nombreux travailleurs les axes principaux d'un programme de lutte de classe. S'appuyer sur les expériences locales les plus avancées (Paris 19 par exemple) et sur les débuts d'occupation, faire re-voter en AG les plateformes de lutte pour réaffirmer la revendication des 1700 F, exiger le contrôle démocratique des négociations... voilà des objectifs tangibles, mais à partir desquels les militants révolutionnaires s'appuyant à chaque moment de la lutte sur les besoins et les préoccupations immédiates, doivent faire progresser l'exigence de l'unité et de la démocratie ouvrière jusqu'à mettre le plus concrètement à l'ordre du jour la nécessité des comités de grève et de leur coordination. De même on doit partir de la nécessité objective de la grève générale reconductible de la Fonction publique, non pour la proclamer de façon propagandiste et ultimatisée mais, là aussi, en posant clairement, au sein du mouvement des masses, les responsabilités des directions seules à avoir les moyens de cette politique. Il ne s'agit pas pour autant d'appels incantatoires aux appareils ; il s'agit de s'appuyer sur les besoins du mouvement et sur la conscience croissante que peuvent en prendre les travailleurs en lutte pour faire jouer contre les directions la nécessité vécue de l'unité, de l'indépendance et de la démocratie ouvrières.

La démarche est la même dans le privé, notamment dans l'imprimerie : face à la crise de l'emploi, notre plateforme peut jeter un pont entre les problèmes immédiats et l'issue politique nécessaire, face aux fermetures et aux restructurations, nous avançons ces mots d'ordre : Non aux licenciements, échelle mobile des heures de travail, nationalisation sous contrôle ouvrier. Lors des occupations, nous avançons l'exigence de l'auto-organisation de masse.

Mais qu'il s'agisse de faire « sauter » le contrat Fonction publique ou d'obtenir la nationalisation de l'imprimerie, on ne saurait se limiter à proposer de meilleures revendications et des formes de lutte plus efficaces ; il faut en permanence, contribuer à étendre et à centraliser l'affrontement de classe et à poser clairement le problème du pouvoir.

Acet égard le mot d'ordre « Lelong démission » est totalement erroné. C'est le problème de l'affrontement avec le gouvernement dans son ensemble qui est déjà objectivement posé. C'est la perspective du gouvernement indépendant des organisations ouvrières que les m-r doivent dès maintenant tracer comme issue à la généralisation des luttes.

CONTRE LE REGIME GISCARD CONTRE LE FRONT POPULAIRE POUR LE GOUVERNEMENT OUVRIER

tendance 4

« De tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et les paysans et parlent en leur nom, nous exigeons qu'ils rompent avec la bourgeoisie et entrent dans la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan. Dans cette voie nous leur promettons un soutien complet contre la réaction

capitaliste. En même temps, nous déployons une agitation incessante autour des revendications transitoires qui devraient, à notre avis, constituer le programme du « gouvernement ouvrier et paysan ».

Programme de transition.

La collaboration de classes, telle est la réponse des directions ouvrières à la nouvelle montée des luttes de masses. Préparer le terrain d'une contre-offensive centrale de la bourgeoisie contre le mouvement ouvrier, tel est le rôle historique du Front populaire, tel est le rôle que joue déjà l'Union de la gauche, avant même d'accéder au pouvoir.

« DEBORDER » LE FRONT POPULAIRE OU L'AFFRONTER LIGNE CONTRE LIGNE ?

Mais la majorité du FCR a clairement fait la démonstration, lors des dernières présidentielles de son incapacité à opposer clairement une alternative politique au Front populaire. Au delà de la démagogie centriste (Piaget « candidat des luttes »...), sa réponse s'est limitée à définir un gouvernement des travailleurs « par ses tâches » et par la référence aux « comités d'action comme à LIP... ». Outre l'idéalisation opportuniste de cette dernière structure (caricature d'une véritable auto-organisation de masse), cette réponse abstraite, ne se situait aucunement par rapport à la réalité du

mouvement ouvrier et ne permettait même pas de dénoncer clairement la nature de l'union de la gauche (que nombre de travailleurs continuent précisément à considérer comme « leur » gouvernement...). Ceci n'est pas une maladresse mais le résultat de toute une orientation.

Ceci résulte d'une analyse incorrecte de l'UG dont on dénonce le « réformisme » ou l'« électoralisme »... mais en déclarant qu'elle « stimule une dynamique classe contre classe » ! Cela résulte aussi de la conception selon laquelle il ne s'agit pas pour les Marxistes révolutionnaires de combattre le réformisme au sein des masses et ligne contre ligne mais simplement de le « déborder » en pratique.

Ainsi, il n'est plus besoin de dénoncer frontalement la politique de collaboration de classe (y compris dans ses conséquences en termes de coalition organisationnelle avec le « demi-cadavre politique de la bourgeoisie ». Il n'est plus besoin de dévoiler cette trahison devant les larges masses encore attachées à ces directions. Non, il suffit de mobiliser une minorité combattive, baptisée pompeusement « nouvelle avant-garde » et de compter sur la vertu de quelques actions « exem-

AVEC LES POSTIERS



S'il a compris qu'une utilisation ouverte et massive du contingent en remplacement des postiers en grève risquait de lui attirer plus d'ennuis que d'avantages, le gouvernement n'a pas renoncé pour autant à mouiller les appelés dans le sale boulot de jaunes. A Vincennes, des appelés du 23ème R.I. de Maisons-Laffite sont stationnés et participent par roulement au tri postal de Neuilly. Des appelés du 41ème R.I.M.A. auraient également participé au tri. Une utilisation du contingent qui n'a pas été sans susciter la résistance du contingent. Un appelé témoigne :

« Mercredi 23 à midi, on nous annonce qu'on part une heure plus tard pour une destination inconnue... Le colonel nous réunit et nous fait un discours sur l'intérêt de travailler pour le bien public, nous sommes embarqués et nous nous retrouvons devant l'obligation de faire du tri postal militaire et peut-être du tri civil.

Immédiatement à cinq ou six, nous posons le problème de refuser ce travail de briseurs de grève, mais nous hésitons dès que nous mesurons les conséquences de ce refus. » CELA SIGNIFIE, en effet, sans aucun doute, deux mois de tôle, un mois de rab., et la mutation. Or, par rapport au travail que nous avons démarré sur place depuis trois mois, c'était une erreur : nous allions laisser en plan le boulot, sans relève encore dans la caserne, et le seul intérêt de ce refus aurait été l'exploitation extérieure de l'affaire. Dans l'immédiat donc, nous avons discuté des formes de solidarité avec les grévistes des PTT que nous pourrions faire assumer par le maximum de nos camarades de la section. C'est là qu'on a capitalisé le travail qu'on faisait depuis trois mois : sur les 32 de notre section, on était 28 à vouloir faire quelque-chose.

Dans un premier temps, on a rédigé une motion qu'on voulait

faire signer par ceux de notre section pour l'envoyer à l'Intersyndicale : « Nous, appelés, de tel régiment, qui travaillons à tel centre de tri, nous dénonçons l'armée, briseuse de grève, etc... ».

Mais les copains de ma section ont été un peu refroidis quand ils ont vu que dans les autres sections la motion ne serait pas signée majoritairement. On a donc décidé dans un premier temps de faire une collecte de solidarité qui nous a rapporté 85 F. sur 40 soldats (dont 28 dans ma section). Cet après-midi, nous profitons de la perm pour aller la porter à l'Intersyndicale. C'est nous trois qui vaons été acceptés par les autres pour faire cela, un camarade du PC, un du PS et moi, nous allons donc raconter le travail qu'on nous fait faire, notre réaction et également faire des propositions pour passer à un stade supérieur : nous voulons nous adresser aux syndicats, plus précisément à la CFDT qui fait en principe un travail plus concret là-dessus (vois la lettre aux appelés), et leur demander de lancer nationalement un appel à tous ceux qui, dans les casernes, travaillent comme nous au tri, j'apel dénonçant le rôle qu'on fait jouer aux appelés. Dans ce cadre-là les copains de ma section sont en effet prêts à signer nominalement ou en tant que comité de soldats, là ils sont prêts à se mouiller, car cela dépasserait notre régiment et ils sentent qu'ils seront défendus massivement en cas de sanction.

Ce week-end parallèlement, le camarade du PC doit voir sa cellule et sa section syndicale CGT afin qu'ils dénoncent le rôle qu'on veut faire jouer aux appelés et demander leur solidarité.

D'autre part, il semblerait que les appelés qui travaillent dans le cadre civil doivent être payés 25 F. par jour « en temps de paix », 60 F. « en

temps de guerre »... Comme nous avons nos affaires civiles avec nous, cela signifie que pour nous ce serait 25 F. par jour. Il semble que le plus souvent cet argent va dans la caisse noire du régiment et sert à « l'amélioration de la condition du soldat »... Mais au cas où on le toucherait on a décidé d'en remettre la totalité ou du moins la plus grande partie à l'Intersyndicale.

Toutes ces propositions d'action ont fait l'unanimité et étaient vraiment acceptées dans l'enthousiasme.

Nous travaillons donc en 4x6 au tri, et nous faisons, essentiellement du tri militaire. Nous travaillons avec du personnel civil qui est sous contrôle de l'armée et donc n'a pas le droit de faire grève. Ceci dit, quand l'officier en l qui nous surveil-

le n'est pas là, on se croise les bras, on discute avec les filles du civil, etc... On leur a expliqué pourquoi on était là et elles nous ont expliqué comment casser le travail : c'est-à-dire enlever les étiquettes qui sont sur les sacs, les intervertir, changer les sacs de direction, etc... Elles aussi font cela et refusent de faire du tri civil. On sait qu'il y a un autre régiment composé uniquement de gars des PTT et à qui on demande régulièrement d'en faire. Voilà dans l'immédiat, en deux, trois, ce qu'on a pu faire ». Les organisations antimilitaristes civiles se sont mobilisées aux côtés des postiers et des appelés. Le CDA est intervenu à plusieurs reprises en direction des permissionnaires pour populariser la grève des postiers. Il se tient prêt à riposter à toute escalade du pouvoir dans l'utilisation du contingent contre la grève.

FOULARDS ROUGES : UN DEMI REcul DU POUVOIR

Deux affaires où étaient impliqués des militants des Foulards Rouges calédoniens ont été jugées en appel. Dans la première, Henri Bailly et Elie Poagoune, accusés d'avoir déployé une banderole (!), ont vu leur peine de 8 jours et 15 jours de prison ferme confirmée.

Dans la seconde, celle du sit-in de protestation dans le tribunal de Nouméa, les peines ont été redescendues à 2 mois fermes pour tout le monde. C'est exorbitant, mais une victoire tout de même due

en partie à l'action des avocats (Jouffa et de Félice) et à la dénonciation de l'ordre colonial calédonien qui commence à percer en France.

Dans les deux affaires, l'avocat calédonien des inculpés a décidé de se pourvoir en cassation.

Enfin, incessamment, une nouvelle affaire où sont impliqués des Foulards Rouges doit être jugée : ils sont accusés d'avoir maculé une fresque raciste !

Restons mobilisés aux côtés des Foulards Rouges !

Demandez à Cinéma Rouge (10 impasse Guéméné, Paris) « Trafalgar et Potemkine »,

le film du CDA de Montpellier. 16 mm. 12 mn.

FOURNEL EN T.P.F.A. LE 13 NOVEMBRE

Les juges militaires ont essayé de prendre de vitesse la campagne de solidarité avec Fournel en avançant la date du procès. Mais les organisations antimilitaristes se tenaient prêtes. Depuis une semaine, les actions se sont intensifiées, le CDA a diffusé de nombreux tracts aux permissionnaires. A Genevilliers et Montceaux-Mines, des meetings de solidarité ont eu lieu. Partout, faisons du 13 novembre le jour du procès de l'armée, de la justice militaire.

LA LIBERTE POUR FOURNEL !



A COMBIEN ON CONDAMNE FOURNEL ?



A BAS LES STAGES COMMANDOS!

Mercredi 23 octobre, à proximité de Kehl, un bateau chargé d'une dizaine de soldats chavire. Bilan : plusieurs blessés, un mort, le Maréchal des Logis-chef Bernard QUISTINIT du premier régiment de spahis stationné à Spire (RFA).

Les stages commandos viennent de faire une nouvelle victime. Aussitôt, la machine militaire à intoxiquer s'est mise en marche. Dans le rapport officiel transmis en haut lieu par les responsables, l'accident est immédiatement imputé à une mauvaise manœuvre du personnel. On affirme que ces mesures « réglementaires » de sécurité ont été appliquées mais qu'en dépit de cela la victime n'a pu être dégagée qu'après deux heures d'efforts...

Les participants au stage ont été indignés par tant de mensonge et un tel étalage d'indifférence et de bonne conscience de la part de l'encadrement. Plusieurs témoignages (publiés ci-dessous) rétablissent la vérité.

Une vérité qui porte des accusations écrasantes contre les stages commandos.

Depuis la « tragédie » (en fait le meurtre) de Chézy qui coûta la vie à 8 appelés, les stages commandos continuent comme avant. Bien mieux : la réforme Soufflet en prévoit explicitement la multiplication.

Et pourtant : la commission d'enquête sur Chézy a montré d'une façon tellement irréfutable la responsabilité de l'autorité militaire dans « l'accident » que celle-ci ne s'est même pas avisée de contester les conclusions de son enquête. En dépit de cela, il ne se passe ni jour ni semaine sans que les appelés se blessent et parfois se tuent au cours d'exercices dangereux ou de « crapahutages » aberrants dans les centres d'entraînement commandos. Depuis que de nombreux témoignages ont révélé les conditions inimaginables dans lesquelles se déroule un certain nombre de stages commandos (à Margival, à Montlouis près de Perpignan), l'impopularité des CEC n'a cessé de croître à l'intérieur comme à l'extérieur des casernes.

Mais l'autorité militaire, à l'abri derrière ses règlements, son impunité et le sacro-saint droit aux 7 % de pertes, fait la sourde oreille. Et tout continue comme avant dans les CEC : « l'accident » que nous relatons en témoigne.

Et ce n'est pas pour rien que ces messieurs tiennent aux stages commandos comme à la prunelle de leur yeux : c'est qu'ils sont un concentré de l'embrigadement du contingent par lequel la hiérarchie s'efforce de briser leur combativité sans cesse croissante. Comme l'écrivait en mai dernier (Quotidien Rouge N° 15) un participant au même stage commando de Kehl :

« Le stage commando a montré qu'on pouvait faire ce qu'on voulait avec des bidasses moyens. Un mélange de flatterie phallogratique, d'humiliation de l'homme, de l'esprit d'équipe, d'émulation, d'annihilation de l'esprit de résistance par la fatigue physique, tout cela aboutit à ce que cherchent les gradés :

- agressivité des soldats mais pas contre eux
- acceptation sans résistance de tout ce que dit le chef
- impossibilité de réagir.

Bref, on peut manipuler les hommes comme on veut ».

C'est aussi qu'ils sont une préparation intensive d'une partie du contingent à la guerre civile. Ce n'est pas pour rien qu'on y enseigne le combat de rue dans des « villages » fictifs qui naguère ressemblaient vaguement à une casbah et aujourd'hui rappelleraient plutôt des HLM ! Ce n'est pas pour rien que l'encadrement des CEC constitue le plus beau ramassis d'anti-communistes et de colonialistes, de crapahuteurs intempérants que l'on puisse imaginer. Ce n'est pas pour rien que, durant les stages commandos, la propagande anti-rouge, anti-populaire se donne libre cours...

Voilà pourquoi l'autorité militaire est tellement fière de ses CEC, pourquoi elle y tient tant et pourquoi Soufflet serait si content qu'il pouvait y faire passer deux ou trois fois plus d'appelés.

Il faut se battre sans relâche contre les stages commandos et les centres d'entraînement commandos. Non parce qu'ils représenteraient un membre gangrené dans un corps sain, mais parce qu'ils sont un concentré des fonctions essentielles de l'institution militaire.

Chézy n'est pas un accident regrettable, mais le produit d'un système fondé sur le mépris du contingent et la volonté de le briser, d'en faire du bétail et éventuellement du « matériel » de guerre civile docile. Le quotidien des CEC n'est ni plus ni moins brillant que celui des manœuvres insensées comme celles, récentes, de Mailly au cours de laquelle un para du 9ème RCP de Toulouse (2ème classe RODESIE) trouva la mort et 3 autres furent blessés au cours d'un saut de nuit effectué avec du matériel inhabituel et sans reconnaissance de terrain. Un accident qui suggéra au commandant la réflexion suivante : « Ce qui m'emmerde le plus dans tout ça, c'est que le parachute est foutu ».

Luttons aux côtés des appelés contre les stages commandos, les manœuvres meurtrières, symboles de l'armée qui embrigade, intoxique et tue. Exigeons l'ouverture de commissions d'enquête civiles chaque fois que l'Armée assassine et jette le voile du mensonge sur ses crimes. Il faut en finir avec l'impunité d'une hiérarchie militaire qui rêve de transformer les appelés en « coupeurs de couilles », comme le disait élégamment le commandant du CEC de Kehl aux participants à un stage récent. C'est à dire en machines à tuer dociles et qui pour cela sont prêtes à tous les sacrifices... en hommes du contingent !

DEUX APPELES

PARTICIPANT

A UN STAGE COMMANDO DE KEHL TMOIGNENT

1er témoignage

« Nous sommes revenus du stage commando plus tôt que prévu. En effet, l'encadrement a attendu la mort d'un gars pour arrêter le massacre. C'était vraiment un massacre : dès la première semaine du stage, il y a eu de nombreux accidents (entorses...). La dernière semaine, c'était le début des parcours chronométrés (c'est-à-dire qu'il faut faire le plus vite possible alors qu'on est de plus en plus fatigués et ainsi, il arrive de plus en plus d'accidents (jambes, bras cassés...)

Hier soir, nous avions des exercices de navigation de nuit. Sur des barques contenant une dizaine d'hommes, nous devions faire un long parcours. A force de reprises, il fallait sortir la barque quand on arrivait sur des obstacles (écluses, ponts). C'est à une écluse qu'il y a eu l'accident. La barque entraînée par le courant n'a pu être retenue, une dizaine de gars sont allés à la flotte. Beaucoup étaient coincés sous le bateau. D'autres ont été entraînés dans le tourbillon où il y avait des rondins de bois. On ne sait pas exactement le nombre de blessés (un gars a la jambe cassée). Bref, un sergent-chef est resté coincé, noyé ou mort de froid (...)

Ils ont donc décidé d'arrêter le massacre. Il faut dire que la tension montait même les gradés commençaient à en avoir ras-le-bol (certains d'entre eux sont revenus blessés). Sur les obstacles, les pistes du risque, les mesures de sécurité ne sont pas toujours prises, ils poussent les gars à franchir des obstacles difficiles, même fatigués, même s'ils manquent de sommeil.

Pour eux, il faut à tout prix passer, à n'importe quel prix, même s'il y a mort d'homme.

Il faudra créer des commissions d'enquête sur les conditions des stages commandos. Il faudra briser le mur du silence. Nous ne voulons pas risquer notre peau en service commandé (comme ils disent) ».

Second témoignage

« 1) Les stagiaires ne s'est pas fait à l'endroit prévu par le directeur de l'exercice, mais très près de « l'ouvrage en aval » (écluse) dont parle le message.

2) Ces derniers temps, il a plu dans notre région comme dans le reste de la France, il n'est donc pas impossible que le courant ait été ce soir là, plus fort qu'à l'habitude.

3) Le message précise que la victime n'a pu être atteinte qu'après 2 heures d'efforts. Tous les bidasses qui étaient

sur les lieux disaient qu'il n'avait pas été possible d'atteindre les hommes qui étaient dans l'eau parce que le courant était beaucoup trop fort et interdisait toute manœuvre.

4) Les bateaux employés pour l'exercice (M 2) sont très peu maniables et chavirent facilement. Généralement, lors de ce genre de débarquement, un homme débarque le premier et tient le bateau à l'aide d'une corde, pendant ce temps, les autres débarquent. D'après ce que j'ai entendu, le bidasse aurait lâché la corde (lui, soutiendrait qu'elle aurait cassé).

Le bateau a donc dû partir à la dérive et les stagiaires auraient tenté de débarquer plus loin.

Il ne faut pas oublier que cet accident est arrivé à la fin de la 2^e semaine d'un stage commando extrêmement intensif qui dure 3 semaines. Les gars étaient donc certainement dans de mauvaises conditions physiques.

Un exemple : j'ai des copains qui font en ce moment le stage. En discutant avec eux, j'ai appris que la moitié d'entre eux étaient exempts à la fin de la 2^e semaine (fractures et des incapacités diverses dues à des accidents bénins). Pourtant, ils sont soumis à un entraînement physique intensif.

6) L'enterrement du gars a eu lieu le samedi 16. Il était marié (pas d'enfant). »

LE PROGRAMME DU STAGE COMMANDO DE KEHL

une journée commando

- 5 H 30 : réveil-trompette
- 6 H : café
- 6 H 30 : corvées
- 7 H 30 : rassemblement avec sac à dos de 10 kg et armes, levée des couleurs, musique
- départ sur les pistes
- 7 H 45 à
- 9 H 30 : 2 heures de pratique sur les pistes du risque
- 10 mn d'arrêt casse-croûte
- 9 H 45 à
- 11 H 30 : navigation
- 11 H 45 : repas
- 12 H 45 : corvées
- 13 H 25 : rassemblement (Musique)
- 13 H 30 à
- 15 H 30 : combat rapproché anti-char, passage sous AMX 1* (puis on y dépose un mine inerte et une grenade à blanc)
- 15 H 30 à
- 17 H 30 : franchissement d'obstacles sur l'eau, construction d'un pont d'infanterie, Passage en tyrolienne sur un câble d'acier
- 17 H 45 : repas
- 18 H 30 : départ au Fort Ney (Strasbourg)
- Parcours dans le noir, sortie du Fort puis franchissement sur un radeau de fortune.
- 23 H : retour — nettoyage d'armements jusqu'à 24 H
- Lever : 5 H 30 !

LE PCF, LES FEMMES

...

« Nous souffrons d'eux (les hommes) quelque fois dans les rapports familiaux et dans les rapports sociaux à cause des vieilles idées... mais en même temps nous apprenons d'eux à mieux lutter, y compris pour notre émancipation, car ils ont de l'avance sur nous dans la pratique et l'étude révolutionnaires... Ces hommes, nos hommes, sont déjà des hommes différents dans la conscience qu'ils ont de l'avenir. Ils le deviennent dans la vie sociale et dans la vie familiale pour que nous partagions leur combat politique... ».

DR



« la participation des femmes au PC entraîne leur libération »
L. Blanquart

... ET LA POLITIQUE

UNE PROFONDE COHERENCE

Si le PC part aujourd'hui en guerre contre les tenants de la « lutte des sexes », si, à propos des femmes, on voit ressurgir la lutte des classes légèrement oubliée ces temps-ci dans les productions du PC (heureuse rectification ou dernier rempart théorique de l'ordre patriarcal ?), ce n'est pas par souci de pureté doctrinale. Il s'agit à la fois de séduire électoralement les femmes et de ne pas se laisser entraîner sur le terrain piégé du féminisme...

Séduction électorale : L. Blanquart s'apitoie sur le sort des femmes cadres, des femmes des PME, des agricultrices, etc. Il suffit de mettre toutes les composantes de l'union du peuple de France au féminin pour avoir la liste des opprimées actuelles. S'il existe une barrière de classe entre les femmes PME et leurs employées, on n'en saura rien ! A quoi bon ajouter que le refus de la division hommes-femmes renvoie au ciel de l'unité des couches anti-monopoliste qu'aucun nuage, fût-il féminin, ne doit venir troubler.

Refus du féminisme : C'est là qu'on voit ressurgir la lutte des classes ou plutôt un ouvriérisme de bon ton. Le mot bourgeois réapparaît pour qualifier... le MLF; les gauchistes, toutes sortes de gens qui font bien rire Billancourt, sans parler d'Alexandra Kollontaï « intellectuelle issue de l'aristocratie » (resic). Le féminisme est bourgeois parce qu'il substitue la lutte des sexes à la lutte des classes, écrit L. Blanquart, qui amalgame allégrement tous les courants féministes à certaines théorisations prônant effectivement la guerre des sexes.

Pourquoi cette crispation ? C'est que dénoncer l'oppression des femmes dans sa totalité et pas seulement dans l'aspect de surexploitation par le système, c'est s'attaquer à la famille, lieu fondamental des rapports de domination hommes-femmes et en prôner la destruction ; c'est aussi comprendre que seul le socialisme peut fournir les bases objectives à la libération des femmes ; c'est enfin dire que les hommes ne libéreront pas les femmes, que seule l'auto-organisation des femmes peut le faire.

Or, L. Blanquart écrit que le socialisme, même « aux couleurs de la France » n'est pas pour demain... et vante les mérites de la famille soviétique.

Faites du syndicalisme, de la politique, militez même pour l'avortement dans les cellules du parti (mais oui !), dit le PC aux femmes, et faites tout cela en femmes ; occupez-vous des prix qui montent et des crèches qui manquent. Ne faites pas de féminisme, car vous remettez en cause la famille, la sexualité (thème de la débauche sexuelle prônée par les gauchistes). Même si vous êtes au PC, continuez à faire la vaisselle pour votre mari car « les communistes ne doivent pas devenir des gens trop différents, coupés des autres » ! Et surtout espérez, c'est bientôt que le programme commun recueillera 51 % des voix aux élections...

Dommage pour L. Blanquart que les femmes de la classe ouvrière commencent à comprendre que la lutte contre leur oppression est partie intégrante du combat révolutionnaire, qu'elle n'est pas une diversion, mais une nécessité profonde, indispensable à toute modification des rapports sociaux et des rapports humains.

Frédérique

Ne cherchez pas. Ce couplet sur « nos » hommes qui savent mieux que nous (les femmes) comment nous devrions lutter pour notre émancipation n'est pas remanié d'une chanson populiste des années 30. Non, ce sont simplement les dernières lignes, la conclusion politique en quelque sorte, du dernier opuscule du PC consacré à la condition féminine et écrit par Louissette Blanquart rédactrice en chef d'« Antoinette », journal féminin de la CGT. Cela s'appelle « Femmes, l'âge politique ». Tout un programme !

OPPORTUNISME ET IDEES SIMPLES

Face à Giscard, face à la création de groupes femmes, le PC a senti le besoin de faire connaître sa position. A la dernière « Semaine de la Pensée Marxiste », il avait semblé, dans le débat consacré aux femmes, que le PC reprenait une partie des thèses « féministes » ; mais trois jours plus tard le CC sur le même sujet produisait une résolution sur la défense de « la femme, l'enfant, la famille » qui marquait bien la volonté de s'en tenir aux positions traditionnelles. Un coup à gauche vers les jeunes et les intellectuelles, un coup à droite vers la classe ouvrière !

Avec Louissette Blanquart, on a aujourd'hui la position officielle du PC.

« nos » hommes

L'idée directrice est des plus simples : oui, les femmes sont encore opprimées en tant que femmes. Pas tant que le disent les féministes, mais un peu tout de même. C'est la faute des grands monopoles et d'eux seuls. Pour se libérer, une seule solution : faire de la politique à gauche (d'où le titre : L'âge politique), comme déjà les femmes de la CGT et du PC. Par la vertu du programme commun et du militantisme coude à coude avec « nos-hommes »-exploités-comme-nous, les femmes parviendront d'une part à la nationalisation des grands monopoles, source de toute oppression ; et d'autre part à ce que « nos hommes » comprennent que « les vieilles idées » sont décidément caduques, puisque les femmes auront prouvé qu'elles sont pour eux des égales. Alors ce sera la grande libération des femmes. C.Q.F.D.

UNE UTOPIE DANGEREUSE

Cette aimable construction intellectuelle rentrera certainement dans l'histoire de l'utopie. En attendant ce grand jour, c'est une théorie fautive et dangereuse sous des dehors de fidélité toute relative au marxisme. Elle repose sur une série de postulats erronés :

— le capitalisme, ou plutôt « les grands monopoles » sont seuls responsables de l'oppression des femmes. C'est faux. Le capitalisme a hérité de cette oppression, il l'a utilisée, il ne l'a pas créée. Si aujourd'hui on peut dire que le système rend raison en dernière instance de l'oppression des femmes, cela ne veut pas dire que le capitalisme soit le seul à en profiter. Quand une femme fait la vaisselle et pas son mari, c'est le mari qui profite de l'oppression des femmes et pas le patron de la femme ;

— il n'y a pas d'opposition hommes-femmes ; il y a d'un côté les exploités des deux sexes et de l'autre la masse des exploités. C'est faux, ou plutôt c'est incomplet. Car le système entretient des divisions au sein même de ceux qu'il exploite, il fait opprimer les opprimés par d'autres opprimés, il fait opprimer les femmes de la classe ouvrière par les hommes de la classe ouvrière ;

— la participation des femmes à la vie politique, à gauche, en fera les égales des hommes. C'est supposer le problème résolu. L'engagement militant se fait après une longue prise de conscience chez les femmes, une rupture avec le statut traditionnel féminin que ne peut accomplir la grande masse des femmes aujourd'hui étant donné leur oppression ; et pour la minorité qui fait de la politique, elle n'a pas conquis pour autant « l'égalité ». Il est vrai que cette participation à la politique demandée par L. Blanquart se résume à un vote pour le candidat du programme commun et, pour les plus motivées des femmes, à prendre leur carte du PC, « parti qui tient compte des tâches familiales qu'elles assument effectivement » (sic).

FREDERIQUE

UN LIVRE INSTRUCTIF...

Il faut lire l'ouvrage de Madeleine Guilbert « Les femmes et l'organisation syndicale avant 1914 » publié par le CNRS. De 1881, date du premier congrès de la Fédération des Syndicats, à 1914, elle étudie les rapports des femmes ouvrières d'usine avec les syndicats à l'époque de la surexploitation forcée du prolétariat et du mouvement ouvrier naissant. Pour ce mouvement ouvrier, masculin dans sa grande majorité, les femmes, c'est la division : elle font baisser les salaires, brisent les grèves, ne savent que pleurer, sont incapables de lutter. Alors on se met en grève contre le travail féminin : 56 grèves en 1908 dont 17 chez les typos de la Fédération du Livre. En 1913, l'affaire Emma Couriau (une femme typo refusée au syndicat d'où on a chassé son mari parce qu'il l'a laissée travailler) sert de révélateur. Et c'est une organisation féministe qui a l'initiative de la défense du couple Couriau et non la CGT fédérale. Ces organisations féministes que le mouvement ouvrier rejetait en les accusant d'être l'émanation des femmes bourgeoises et

de détourner les ouvrières de la lutte des classes ; accusation justifiée pour les suffragettes qui réclamaient le droit de vote en Europe pour les bourgeoises seulement mais qui servait à gommer tout l'aspect positif du féminisme comme prise en charge de l'oppression des femmes.

Et si, M. Guilbert, le montre, l'unité de la classe ouvrière se fait peu à peu dans les luttes, c'est sur la pression des femmes dans les grèves, les débats de congrès que le mouvement ouvrier reprend les revendications des ouvrières ; il ne le fait pas « naturellement ». Et si les femmes viennent à être défendues comme travailleuses, la lutte contre l'oppression patriarcale est considérée comme une déviation, une division, et finalement abandonnée aux femmes de la bourgeoisie. C'est un constat à méditer, même 60 ans après, même à une époque où l'idéologie dominante patriarcale vacille dans les rangs mêmes de la classe ouvrière.